



MINISTRE DU GENRE, FAMILLE ET ENFANT

# PLAN D'ACTION NATIONAL DE LA 3<sup>ème</sup> GÉNÉRATION POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA RÉOLUTION 1325 DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES SUR LES FEMMES, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ







MINISTRE DU GENRE, FAMILLE ET ENFANT

**PLAN D'ACTION NATIONAL  
DE LA 3<sup>ème</sup> GÉNÉRATION POUR LA MISE  
EN ŒUVRE DE LA RÉOLUTION 1325  
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS  
UNIES SUR LES FEMMES, LA PAIX  
ET LA SÉCURITÉ**



# TABLE DE MATIÈRES

|                                                                                                                                   |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| <b>TABLE DE MATIÈRES</b> .....                                                                                                    | 3  |
| <b>RÉFACE</b> .....                                                                                                               | 5  |
| <b>AVANT-PROPOS</b> .....                                                                                                         | 7  |
| <b>RESUME EXECUTIF</b> .....                                                                                                      | 9  |
| <b>ABRÉVIATIONS</b> .....                                                                                                         | 11 |
| 1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PAN 3.....                                                                                        | 13 |
| 2. OBJECTIF DU PAN 3.....                                                                                                         | 14 |
| 3. PROCESSUS D'ÉLABORATION ET MÉTHODOLOGIE.....                                                                                   | 14 |
| CALENDRIER D'ÉLABORATION DU PAN 1325 DE LA 3 <sup>ème</sup> .....                                                                 | 17 |
| 4. INNOVATIONS APPORTÉES DANS LE PAN 3 PAR RAPPORT AU PAN 2.....                                                                  | 17 |
| 5. COÛT DE MISE EN DU PAN III.....                                                                                                | 18 |
| <br><b>CHAPITRE 1. CADRE NORMATIF ET INSTITUTIONNEL DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION NATIONAL DE LA RESOLUTION 1325</b> ..... | 19 |
| I.1. CADRE NORMATIF REGIONAL ET SOUS REGIONAL.....                                                                                | 19 |
| I.2. CADRE NORMATIF NATIONAL.....                                                                                                 | 19 |
| I.3. POLITIQUES ET PROGRAMMES.....                                                                                                | 20 |
| <br><b>CHAPITRE 2 : ÉTAT DE LIEUX DE LA MISE EN ŒUVRE DU PAN 1325 2<sup>ème</sup> GÉNÉRATION</b> .....                            | 21 |
| II.1. PRINCIPAUX RÉSULTATS.....                                                                                                   | 21 |
| II.2. LEÇONS APPRISSES.....                                                                                                       | 22 |
| II.3. FAIBLESSES.....                                                                                                             | 22 |
| II.4. BONNES PRATIQUES.....                                                                                                       | 23 |
| II.5. DÉFIS DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PAN 1325 DE LA 2 <sup>ème</sup> GÉNÉRATION.....                                              | 23 |
| <br><b>CHAPITRE 3. AXES STRATÉGIQUES DU PLAN D'ACTION NATIONAL 1325 3</b> .....                                                   | 24 |
| III.1. AXE PARTICIPATION.....                                                                                                     | 24 |
| III.2. AXE PRÉVENTION.....                                                                                                        | 25 |
| III.3. AXE PROTECTION.....                                                                                                        | 26 |
| III.4. AXE RELEVEMENT.....                                                                                                        | 27 |
| III.5. AXE GESTION DES CONFLITS ÉMERGENTS ET L'AIDE HUMANITAIRE.....                                                              | 27 |
| <br><b>CHAPITRE 4. MÉCANISMES DE COORDINATION ET DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PAN III</b> .....                                | 32 |
| IV.1. LE COMITÉ DE PILOTAGE.....                                                                                                  | 32 |
| IV.1.1. Le comité de pilotage national.....                                                                                       | 32 |
| IV.1.2. Le comité de pilotage provincial.....                                                                                     | 33 |
| IV.1.3. Le comité de pilotage local.....                                                                                          | 33 |
| IV.1.4. Des réunions des comités de pilotage.....                                                                                 | 33 |
| IV.2. LES SECRÉTARIATS NATIONAL, PROVINCIAUX ET LOCAUX.....                                                                       | 33 |

|                                                                            |           |
|----------------------------------------------------------------------------|-----------|
| IV.2.1. Des missions et objectifs du secrétariat national.....             | 33        |
| IV.2.2. Mission et composition des secrétariats provinciaux et locaux..... | 33        |
| IV.3. DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES DE FINANCEMENT DU PAN1325..        | 34        |
| IV.4. INDICATEURS DE SUIVI.....                                            | 34        |
| <b>CHAPITRE 5. CADRE LOGIQUE.....</b>                                      | <b>35</b> |
| PLAN OPERATIONNEL POUR LES 4 ANNEES DE MISE EN ŒUVRE.....                  | 43        |
| <b>COMITE DE REDACTION.....</b>                                            | <b>57</b> |
| <b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>                                                  | <b>59</b> |

# PRÉFACE

**L**a Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU) sur les femmes, la paix et la Sécurité, adoptée le 31 octobre 2000, reconnaît l'importance cruciale de la participation des femmes à tous les niveaux de prise de décision dans les processus de paix et de sécurité.

Elle souligne également la nécessité de protéger les droits des femmes et des filles dans les situations de conflit et de post-conflit.

Le Plan d'Action National (PAN) de la 3<sup>ème</sup> Génération de la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les Femmes, la Paix et la Sécurité est conçu pour répondre à ces objectifs en intégrant des mesures concrètes et des initiatives stratégiques qui visent à garantir la pleine participation des femmes dans ces domaines.

En ma qualité de Première Ministre et Cheffe du Gouvernement, je suis honorée de présenter ce Plan d'Action National de la 3<sup>ème</sup> génération, qui représente le ferme engagement du Gouvernement à promouvoir l'égalité des sexes et à renforcer le rôle des femmes dans la prévention et la résolution pacifique des conflits, ainsi que dans la consolidation de la paix.

Ce Plan a été élaboré en étroite collaboration avec divers partenaires, notamment les ministères sectoriels, les organisations de la société civile, les



*Madame **Judith SUMINWA TULUKA**,  
Première Ministre de la République Démocratique du Congo*

agences du système des Nations Unies et d'autres parties prenantes. Il constitue un outil de plaidoyer et présente des priorités clés et des actions spécifiques, qui, une fois mises en œuvre, permettront de faire progresser l'égalité homme-femme dans le domaine de la paix et la sécurité.

Je tiens à remercier tous ceux qui ont contribué à l'élaboration de ce plan, particulièrement les experts des ministères sectoriels et des organisations de la société civile, ainsi que les partenaires techniques et financiers qui ont appuyé ce processus. Je réaffirme notre engagement à travailler sans relâche pour sa mise en œuvre afin de créer un environnement où les femmes et les filles peuvent vivre en sécurité, participer pleinement à la vie publique et contribuer de manière significative à la paix et à la sécurité de notre nation.

**Judith SUMINWA TULUKA**  
Première Ministre



# AVANT-PROPOS

**D**epuis l'adoption de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les Femmes, la Paix et la Sécurité en octobre 2000, notre pays a réalisé des progrès significatifs en ce qui concerne l'intégration du genre dans les processus de paix et de reconstruction post-conflits. Néanmoins, il reste encore des efforts à fournir pour garantir la pleine participation des femmes et des filles dans les mécanismes de paix et de sécurité.

En ma qualité de Ministre du Genre, Famille et Enfant, je ne ménagerais aucun effort pour la matérialisation de mise en œuvre de ce Plan d'Action National de troisième génération.

Ce plan reflète l'engagement renouvelé de notre pays à promouvoir l'égalité des sexes et à renforcer la participation des femmes dans les processus de paix et de sécurité.

Nous exprimons nos remerciements au Président de la République et Chef de l'État, Son Excellence Monsieur Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO, Champion de la Masculinité Positive de l'Union Africaine pour son engagement ferme à réduire les inégalités de genre et à promouvoir la parité homme- femme dans notre pays.

Dans cet ordre d'idée, qu'il nous soit permis de remercier également Son Excellence Madame la Première Ministre, Cheffe du Gouvernement, qui a inscrit la protection du territoire national et la sécurisation des personnes et de leurs biens parmi les axes prioritaires du



*Madame **Léonnie KANDOLO OMOYI**,  
Ministre du Genre, Famille et Enfant*

Programme d'actions du Gouvernement (2024- 2028).

Pour terminer, nous tenons à exprimer notre gratitude au Secrétariat National Permanent 1325 et à tous ceux qui ont contribué à l'élaboration du présent plan d'action. Il s'agit notamment de l'ONU Femmes qui y a joué un rôle de coordination et de mobilisation de ces partenaires, de la MONUSCO, du PNUD, du Centre International des Femmes pour la Paix (WIPC), de l'Académie Folke Bernadotte (FBA). Nous réaffirmons notre engagement à promouvoir la paix, la sécurité et l'égalité de genre.

*Ensemble, nous pouvons créer un avenir où les femmes et les filles sont protégées, respectées et valorisées.*

**Léonnie KANDOLO OMOYI**  
Ministre du Genre, Famille et Enfant



# RÉSUMÉ EXÉCUTIF

**L**a République Démocratique du Congo (RDC) a été profondément affectée par des décennies de conflits armés qui ont un impact négatif sur l'environnement sécuritaire, prolongeant la guerre et les conflits dans la sous-région des Grands Lacs, la région Afrique et même le monde, avec des effets dévastateurs sur les populations civiles, en particulier sur les femmes et les enfants.

Les violences sexuelles et basées sur le genre ont été utilisées comme arme de guerre, entraînant des traumatismes physiques et psychologiques importants pour les survivantes de violences, impactant particulièrement les femmes et les filles<sup>1</sup>.

La Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, adoptée en octobre 2000, met en avant l'importance de la participation des femmes dans la prévention et la résolution des conflits, ainsi que dans la consolidation de la paix.

Le Plan d'Action National (PAN) de mise en œuvre de la Résolution 1325 de 3<sup>ème</sup> génération en RDC a été élaboré dans un contexte marqué par des décennies de conflits armés et des violences particulièrement envers les femmes et les filles et de la sous-représentation des femmes dans les processus de paix et de prise de décision, malgré leur rôle crucial dans la société et les efforts de reconstruction<sup>2</sup>.

Ce contexte a permis de définir des

priorités claires pour le PAN de la Résolution 1325, visant à renforcer la participation des femmes dans la consolidation de la paix, à prévenir les violences basées sur le genre, à soutenir les efforts de relèvement post-conflit et à impliquer les femmes dans la gestion des conflits émergents.

Cette troisième génération du Plan d'Action National 1325 vise à renforcer ces principes en intégrant les leçons apprises dans la mise en œuvre des précédents PAN et en répondant aux défis actuels.

C'est dans ce cadre que le présent PAN innove par rapport au plan d'Action National de 2<sup>ème</sup> génération en intégrant la problématique des conflits émergents.

Le PAN de la Résolution 1325 de 3<sup>ème</sup> génération comprend cinq chapitres, en plus du plan opérationnel, à savoir :

- o Le **Chapitre 1** démontre l'alignement avec les instruments juridiques et les standards internationaux afin de répondre aux besoins spécifiques des femmes dans les contextes de conflit et de post-conflit ;
- o Le **Chapitre 2** met en lumière les actions entreprises, les progrès accomplis, les défis persistants, dans la mise en œuvre du PAN 2 et jette les bases pour l'amélioration de la rédaction et la mise en œuvre du PAN 1325 de troisième génération. ;
- o Le **Chapitre 3** aligne les actions qui visent à promouvoir un environnement où les femmes

1. Amnesty International France, 2023 : 10 choses à savoir sur les violences sexuelles dans les conflits ;

2. Rien sans les femmes 2022, Participation des femmes aux mécanismes de gestion des conflits ;

peuvent participer pleinement, autant que les hommes, aux processus et mécanismes de prévention et de résolution pacifique des conflits ainsi que de consolidation de la paix, tout en bénéficiant d'une protection adéquate de leurs droits et d'un soutien pour le relèvement post conflit ;

- o Le **Chapitre 4** identifie les mécanismes qui permettent d'assurer une meilleure coordination, un meilleur suivi et une évaluation de la mise en œuvre du PAN 3 dans le but d'atteindre les résultats attendus ;
- o Le **Chapitre 5** structure et guide la mise en œuvre du PAN 3, en

assurant que toutes les actions à entreprendre sont cohérentes avec les objectifs poursuivis et fixe les indicateurs pour mesurer le niveau d'atteinte des résultats pour chaque axe, tout en déterminant les différents acteurs appelés à assurer la mise en œuvre.

### **De la durée du présent plan d'action**

Le présent plan d'Action a une durée de 4 ans, soit de 2025 à 2028. La projection de sa mise en œuvre sur le terrain par les activités bien identifiées, leurs coûts, la période de mise en œuvre de chaque action, ainsi que les moyens sont indiqués de façon détaillée dans un plan opérationnel.

# ABRÉVIATIONS

|            |                                                                                                                                                     |
|------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| ADF NALU   | : Forces démocratiques alliées                                                                                                                      |
| AJF        | : Adolescent(e)s et Jeunes Filles                                                                                                                   |
| ASNU       | : Agences du Système des Nations Unies                                                                                                              |
| ANR        | : Agence National des Renseignements                                                                                                                |
| AFPS       | : Agenda Femmes, Paix et Sécurité du Conseil de Sécurité des Nations Unies                                                                          |
| BCNUDH     | : Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme                                                                                           |
| CEEAC      | : Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale                                                                                             |
| CEA        | : Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique                                                                                            |
| CDE        | : Convention sur les Droits de l'Enfant                                                                                                             |
| CEDEF      | : Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des femmes                                                          |
| CEHAJ 1325 | : Centre d'Étude sur Handicap, Justice et Résolution 1325                                                                                           |
| CJVFTP     | : Coordination en charge de la Jeunesse, lutte contre les violences faites aux femmes et Traite des Personnes/Cabinet du Président de la République |
| CNE        | : Conseil National de l'Enfant                                                                                                                      |
| CNF        | : Conseil National de la Femme                                                                                                                      |
| CODECO     | : Coopérative pour le développement du Congo                                                                                                        |
| COPIL      | : Comité de Pilotage                                                                                                                                |
| CORDAID    | : Organisation Catholique d'Aide au Développement                                                                                                   |
| CPE        | : Conseil Provincial de l'Enfant                                                                                                                    |
| CPN        | : Comité de Pilotage National du PAN                                                                                                                |
| CPF        | : Conseil Provincial de la Femme                                                                                                                    |
| CPP        | : Comité de Pilotage Provincial                                                                                                                     |
| CSNU       | : Conseil de Sécurité des Nations Unies                                                                                                             |
| DGM        | : Direction Générale des Migrations                                                                                                                 |
| FARDC      | : Forces Armées de la République Démocratique du Congo                                                                                              |
| FBA        | : Folke Bernadotte Academy                                                                                                                          |
| FONAFEN    | : Fonds National de Promotion et de Protection de la Femme et de l'Enfant                                                                           |
| FPIC       | : Front patriotique et intégrationniste du Congo                                                                                                    |
| FPS        | : Femme, Paix et Sécurité                                                                                                                           |
| FRPI       | : Force de résistance patriotique de l'Ituri                                                                                                        |
| GNWP       | : Global Network of Women Peacebuilders                                                                                                             |
| GTG        | : Groupe Thématique Genre                                                                                                                           |
| M23        | : Mouvement du 23 mars                                                                                                                              |
| MONUC      | : Mission de l'Organisation des Nations Unies en République Démocratique du Congo                                                                   |
| MONUSCO    | : Mission de l'ONU pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo                                                                        |

|            |                                                                                    |
|------------|------------------------------------------------------------------------------------|
| NU         | : Nations-Unies                                                                    |
| OCHA       | : Coordination des Nations Unies pour l'Action Humanitaire                         |
| ODD        | : Objectifs de Développement Durable                                               |
| ONG        | : Organisation Non Gouvernementale                                                 |
| ONU        | : Organisation des Nations Unies                                                   |
| ONU Femmes | : Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes |
| OTAN       | : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord                                      |
| PAN        | : Plan d'Action National                                                           |
| PDDRCS     | : Programme de Démobilisation, Désarmement, Réinsertion Communautaire Sociale      |
| PNC        | : Police Nationale Congolaise                                                      |
| PAN 1      | : Plan d'Action National 2017 - 2019                                               |
| PAN 2      | : Plan d'Action National 2020 - 2024                                               |
| PAN 3      | : Plan d'Action National 2025 - 2028                                               |
| PNUD       | : Programme des Nations Unies pour le Développement                                |
| SN 1325    | : Secrétariat National 1325                                                        |
| WIPC       | : Women International Peace Centre                                                 |
| WPHF       | : Women Peace and Humanitarian Fund                                                |

# CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PAN 3

**L**a République Démocratique du Congo (RDC) a adopté son troisième Plan d'Action National pour assurer la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité. Ce plan vise à renforcer la participation des femmes dans le processus de paix et de sécurité, à prévenir les violences basées sur le genre, à protéger les droits des femmes et des filles, à promouvoir leur rôle dans le relèvement post-conflit et dans l'implication des femmes dans la gestion des conflits.

À ce jour, le pays continue de faire face à des conflits violents dans plusieurs parties du territoire dont les groupes armés sont à la base. Il s'agit notamment du M23, du CODECO, du FRPI, du FPIC, des ADF NALU au Nord Kivu et en Ituri. À l'Ouest du pays, les provinces de Maï-Ndombe, du Kwango et du Kwilu ne sont pas épargnées, le conflit communautaire provoqué par le phénomène MOBONDO, touche également la périphérie de la ville-province de Kinshasa. Dans le grand Katanga, la situation d'insécurité persiste notamment avec la présence de BAKATA KATANGA.

Tous ces conflits ont causé des millions de morts et provoqué des déplacements internes dont les femmes sont les principales victimes et subissent des violences sexuelles et autres violations graves de leurs droits<sup>1</sup>.

Le Plan d'Action National (PAN) pour la mise en œuvre de la Résolution 1325 est un outil d'appropriation de l'agenda

Femmes Paix et Sécurité (FPS) du Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU).

Le Conseil de Sécurité de l'ONU a reconnu que la mise en place, aux échelles nationales, de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité de l'ONU est un mécanisme important dans la poursuite du Programme "**Femmes, Paix et Sécurité**". C'est la raison pour laquelle les déclarations de la Présidence du Conseil de Sécurité de l'ONU de 2000/40 et de 2005/52 recommandent aux États membres de mettre en œuvre la Résolution 1325 en adoptant des Plans d'Action Nationaux et d'autres stratégies à l'échelle nationale telles que des politiques et programmes de consolidation de la paix et d'intégration du Genre.

Depuis l'adoption de la Résolution 1325 en 2000, la participation des femmes congolaises aux mécanismes de gestion pacifique des conflits et de consolidation de la paix demeure toujours faible. Les besoins spécifiques des femmes dans les camps de réfugiés et de personnes déplacées internes ainsi que dans les efforts de désarmement restent laisser pour compte et ne sont toujours pas reflétés dans les programmes y afférents<sup>2</sup>.

Avec la persistance des conflits armés, les violences sexuelles liées au conflit et les violences basées sur le genre à l'égard des Femmes et des Filles continuent d'être perpétrées par les combattants des différents groupes armés.

1. SN 1325, 2022 : Rapport national de la mise en œuvre du PAN 1 ;

2. SN 1325, 2024 : Rapport d'évaluation de la mise en œuvre du PAN 1325 2 ;

À ce titre, le PAN constitue un outil qui canalise l'action de l'État visant à prendre en compte les besoins sexospécifiques des femmes dans le processus de gestion pacifique des conflits et de consolidation de la paix.

En tant que pays en proie aux conflits armés et conscient du rôle primordial que la femme joue dans la consolidation de la paix, la République Démocratique du Congo s'attèle à honorer ses engagements vis-à-vis du Conseil de Sécurité des Nations Unies. C'est à ce titre que le gouvernement a adopté son premier Plan d'action de la mise en œuvre de la Résolution 1325 en 2010, suivi par l'adoption en 2020 du deuxième PAN couvrant la période 2020-2023.

Le PAN 2 avait pour but d'inverser cette dynamique en améliorant la résilience des femmes face aux effets des conflits.

Après 4 années de mise en œuvre du PAN 2, son évaluation a révélé des défis persistants qui entravent la prise en compte des besoins des femmes dans les processus et mécanismes de rétablissement et de consolidation de la paix<sup>3</sup>.

Ce Plan d'Action National de 3<sup>ème</sup> génération vient répondre aux défis relevés tout en s'alignant aux normes du Conseil de Sécurité des Nations Unies en la matière, aux instruments juridiques internationaux, régionaux et sous régionaux auxquels la RDC a adhéré ainsi qu'aux lois nationales, tout en prenant en compte le contexte politique, sécuritaire et socioéconomique actuel.

## OBJECTIF DU PAN 3

Le Plan d'Action National de 3<sup>ème</sup> génération vise à promouvoir une participation plus accrue des femmes à la prévention, au règlement pacifique des conflits, à la consolidation de la paix<sup>4</sup>.

## PROCESSUS D'ÉLABORATION ET MÉTHODOLOGIE

Le processus d'élaboration du Plan d'Action National de 3<sup>ème</sup> génération a été inclusif dans le but de favoriser l'engagement de tous les acteurs en faveur du succès de la stratégie et l'appropriation de la mise en œuvre.

Plusieurs étapes ont conduit à l'élaboration du présent Plan d'Action National, à savoir :

### (i) **Élaboration et partage des termes de référence :**

Le Secrétariat National 1325 qui est l'organe technique du Ministère du Genre, Famille et Enfant a procédé à l'élaboration des termes de référence du processus d'élaboration du PAN 3. Les termes de référence ont été partagés avec les parties prenantes, composées des experts des ministères sectoriels impliqués, de la société civile, et des partenaires techniques pour amendement ;

### (ii) **Validation des termes de référence :**

Une fois amendés, les termes de références ont fait l'objet de la validation par les parties prenantes impliquées ;

3. SN 1325, 2024 : Rapport d'évaluation de la mise en œuvre du PAN 1325 2 ;

4. ONU Femmes, 2015 : Étude mondiale sur l'application de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies ;

(iii) **Élaboration et validation des outils de collecte des données :**

Afin de mieux évaluer la mise en œuvre du Plan d'Action National 2, le Secrétariat National 1325 a élaboré et fait valider les outils de collectes des données composés essentiellement des questions adressées aux acteurs de mise en œuvre, ainsi qu'aux personnes ressources et responsables des institutions impliquées

(iv) **Collecte des données proprement dite : consultation des acteurs clés**

- **Consultation des parties prenantes**

La consultation s'est déroulée en présentiel dans 16 provinces dont la ville-province de Kinshasa, tandis que pour les 8 autres provinces, les consultations ont été faites en ligne. Lesdites consultations organisées sous format d'ateliers de collecte des données par le Secrétariat National 1325, en partenariat avec ONU Femmes, en vue de dégager les résultats atteints, les avancées enregistrées, d'identifier les bonnes pratiques, les faiblesses et les défis de la mise en œuvre du PAN 2, et de formuler des recommandations devant permettre d'améliorer la formulation du PAN 3, ainsi que la stratégie de sa mise en œuvre.

- **Constitution des différents échantillons**

Au total, 732 personnes dont 640 femmes, (87%) issues des structures du gouvernementales, du secteur de la sécurité, des mécanismes du processus de paix, de la société civile, des agences des Nations Unies, des bailleurs et des partenaires internationaux, ont participé

aux consultations dont 492 acteurs en présentiel pendant les ateliers de collecte de données dans 16 localités visitées et 240 personnes en ligne pour les 10 autres provinces.

(v) **Analyse des données et production du rapport d'évaluation**

Les données issues de la collecte auprès des acteurs de terrain ont été analysées, traitées et validées par un groupe d'experts issus du Cabinet de la Ministre du Genre, du Secrétariat National 1325, de la société civile et des partenaires techniques.

Les travaux d'analyse, de traitement des données et d'élaboration du rapport ont été conduits au cours d'un atelier résidentiel de 5 jours.

(vi) **Élaboration et Rédaction du PAN 3**

Afin de pouvoir doter le PAN 3 d'un contenu plus diversifié, il a été mis en place un comité de rédaction composé de 5 experts, qui ont chacun, sous le leadership du consultant mis à disposition par ONU Femmes, assuré la rédaction des différentes parties du PAN sur base des résultats des évaluations et données collectées.

## **STRATÉGIE AYANT CONDUIT À LA RÉDACTION DU DRAFT 0**

- **La revue documentaire**

La revue documentaire a consisté en l'exploitation des documents existants, notamment les termes de référence de la consultance, les instruments juridiques internationaux et nationaux, les publications utiles traitant des questions

de la participation des femmes dans les mécanismes de prévention et de gestion pacifique des conflits et de consolidation de la paix aux niveaux international, régional et national, le Plan d'Action Régional de la Région des Grands Lacs, le Plan d'action National de la Résolution 1325 du Mali, le Plan d'action National 1325 IIème génération de la RDC, et le rapport d'évaluation de la mise en œuvre du PAN 2.

- **Des entretiens semi-directifs**

Ont été organisés également auprès de quelques personnes ressources et des responsables de certaines institutions impliquées dans la mise en œuvre de l'Agenda Femme, Paix et Sécurité. Il s'agit notamment des Agences du système des Nations Unies telles que l'ONU Femmes, le PNUD, le BCNUDH, la MONUSCO, des organisations internationales telles que FBA, WIPC, CORDAID, ainsi que l'Ambassade de la Norvège.

- **Traitement des données**

Pour pouvoir tirer certaines conclusions en rapport avec les recommandations et avis des personnes consultées, Il a

été fait usage notamment de la méthode statistique simple, à savoir la moyenne.

- (vii) **Consolidation de la première ébauche**

Un atelier résidentiel de 5 jours a été organisé dans la ville de Matadi, en province du Kongo Central, atelier qui a réuni tous les experts ayant participé à la rédaction du texte des différents axes, au cours duquel les experts ont échangé, débattu et procédé à la mise en commun, à la consolidation et la production d'une deuxième ébauche du PAN 3.

- (viii) **Relecture, enrichissement de la première ébauche par le consultant**

Après avoir consolidé le texte et produit la première ébauche, le consultant a procédé à la relecture du document, et à l'enrichissement avec les éléments manquants pour produire la présente ébauche, à soumettre à la validation.

## CALENDRIER D'ÉLABORATION DU PLAN D'ACTION NATIONAL 1325 DE 3<sup>ème</sup> GÉNÉRATION

| Étapes   | Périodes           | Activités                                                    | Acteurs                                                                        |
|----------|--------------------|--------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|
| Étape 1  | Mars 2024          | Élaboration et partage des termes de référence               | SN 1325                                                                        |
| Étape 2  | Avril 2024         | Validation des termes de référence                           | Experts du SN 1325, Experts des Ministères sectoriels, Experts des OSC,        |
| Étape 3  | Avril 2024         | Élaboration et validation des outils de collecte des données | Experts du SN 1325, Experts des Ministères sectoriels, Experts des OS, PTF     |
| Étape 3  | Mai-juillet 2024   | Consultations des acteurs clés et Collecte des données       | Experts du SN 1325, Experts des Ministères sectoriels, Experts des OS, PTF     |
| Étape 4  | Aout 2024          | Analyse, traitement des données                              | Experts du SN 1325                                                             |
| Étape 5  | Aout 2024          | Élaboration du rapport d'évaluation du PAN 2                 | Consultant, Experts du SN et des ministères sectoriels; Experts des OSC, PTF   |
| Étape 6  | Septembre 2024     | Rédaction du draft 0 du PAN 3                                |                                                                                |
| Étape 7  | Septembre 2024     | Atelier de consolidation du draft 0 du PAN 3                 | Experts du SN 1325, Experts des Ministères sectoriels, Experts des OSC, PTF    |
| Étape 8  | Octobre - novembre | Relecture, toilettage et enrichissement du draft 1           | Consultant                                                                     |
| Étape 9  | Novembre 2024      | Validation du PAN 3                                          | Autorités nationales, Experts gouvernementaux, Bailleurs, PTF, Experts des OSC |
| Étape 10 | Novembre 2024      | Intégration des inputs et remise officielle du PAN3          | Consultant                                                                     |

### INNOVATIONS APPORTÉES DANS LE PAN 3 PAR RAPPORT AU PAN 2

Le PAN 1325 actuel a été élaboré sur base des leçons tirées du précédent Plan d'action, des consultations menées à tous les niveaux et des recherches sur l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité de manière globale.

Les principales nouveautés du PAN 1325 de 3<sup>ème</sup> génération sont les suivantes :

#### (i) Analyse de contexte actualisée

Le Plan d'Action National de la 3<sup>ème</sup> génération, bien qu'il s'inscrive dans la continuité du PAN 2 en se reposant également sur les 4 piliers de la Résolution 1325, à savoir : la Participation, la Prévention, la Protection et le Relèvement, intègre également d'autres aspects importants. Il s'agit notamment de (i) la Masculinité Positive comme stratégie de prévention des violences faites aux femmes, (ii) la

problématique de la traite des personnes, qui touche particulièrement les femmes, (iii) le commerce transfrontalier, (iv) le rapprochement avec le P-DDRCS, (v) les conflits émergents (la criminalité urbaine qui fait beaucoup de victimes parmi les femmes, les catastrophes naturelles, le réchauffement climatique, les crises humanitaires, le blanchement des capitaux ainsi que le terrorisme)<sup>1</sup>.

(ii) **Le nombre d'axes**

Contrairement au Plan d'Action National 2 qui reposait sur 4 axes représentant les 4 piliers de la Résolution 1325, le plan d'action 3 comporte un 5<sup>ème</sup> pilier, celui de conflits émergents.

La prise en compte des conflits émergents est guidée par la dynamique internationale actuelle qui recommande à ce que les États mettent en place des stratégies visant à assurer la gestion des événements susceptibles de provoquer ou d'exacerber des conflits.

### **COÛT DE MISE EN ŒUVRE DU PAN III**

Le coût global de la mise en œuvre du PAN 3 s'élève à **28.040.300 Dollars Américains**.

---

1. Picca Georges, 2009 : « Criminalité et criminels », la Criminologie.

## CHAPITRE I

# CADRE NORMATIF ET INSTITUTIONNEL DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION NATIONAL DE LA RÉSOLUTION 1325

**L**e Plan d'Action National 1325 de la 3<sup>ème</sup> génération repose sur plusieurs instruments juridiques internationaux, régionaux et sous régionaux que la RDC a ratifiés. Il s'agit notamment de :

- La Déclaration universelle des droits de l'Homme(1948) ;
- La Convention sur les droits politiques de la femme (1952) ;
- La Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (1979) ;
- Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1966);
- La Convention relative aux droits de l'enfant (1990) ;
- La Déclaration et Programme d'action de Beijing (1995) ;
- La Résolution des Nations Unies A/ RES/58/142 (2004)
- Déclaration et le programme d'action de Vienne de la conférence mondiale sur les droits de l'homme (1993);
- La Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme (1999) ;
- La Résolution 1325 du CSNU (2000) ;
- La Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (2000);
- La Résolution 1820(2008)
- La Résolution 1888 (2009) ;
- La Résolution 1889 (2009) ;
- La Résolution 1960 (2010);
- La Résolution 2106(2013) ;
- La Résolution 2122 (2013) ;
- La Résolution 2242 (2015);

- La Résolution 2250 (2015) ;
- La Résolution 2389 relative à la reconnaissance de l'Accord Cadre d'Addis-Abeba de 2017 ;
- Les Objectifs du Développement durable (ODD 5) ;
- Le New deal sur les États fragiles ;
- La Résolution 2106 prise en 2013 note que la violence sexuelle peut constituer un crime contre l'humanité et est un élément constitutif du crime de génocide
- La Résolution 2250 de 2015.

### I.1. CADRE NORMATIF RÉGIONAL ET SOUS RÉGIONAL

Aux niveaux régional et sous régional, le Plan d'Action National 3 s'appuie notamment sur Le Protocole à la Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples relatif aux Droits des Femmes en Afrique, adopté en 2003; la Charte africaine sur la Démocratie, les Élections et la Gouvernance ; la Déclaration solennelle des chefs d'États et de Gouvernements des pays membres de l'Union Africaine sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique (2004); la Déclaration de Kampala (2011) ; L'Agenda 2063 de l'UA (2015) ;

L'Accord Cadre d'Addis-Abeba sur la Paix et la Sécurité dans la région des Grands Lacs (2013) ; La Déclaration de Kinshasa des Chefs d'État de l'Union Africaine sur la Masculinité Positive de (2021).

## I.2. CADRE NORMATIF NATIONAL

Au plan national, plusieurs instruments juridiques sous-tendent la mise en place du Plan d'Action National 1325 III. Il s'agit notamment de la Constitution de la RDC de 2006, en ses articles 14 et 15; la loi n° 06/018 du 20 juillet modifiant et complétant le décret du 30 janvier 1940 portant code pénal congolais ; la loi N°06/019 du 20 juillet 2006 modifiant et complétant le décret du 06 août 1959 portant code de procédure pénale congolais ; la Loi n° 15/013 du 1<sup>er</sup> août 2015 portant 'Modalités d'application des droits de la femme et de la parité' ; La loi organique n° 11/012 du 11 août 2011 portant organisation et fonctionnement des forces armées congolaises; la Loi n° 13/005 du 15 janvier 2013 portant statut du personnel militaire des FARDC ; la Loi organique n° 11/013 du 11 août 2011 portant organisation et fonctionnement de la police nationale congolaise ; la Loi la loi n° 22/067 du 26 décembre 2022 portant prévention et répression de la traite de personnes ; la Loi N°22/065 du 26 décembre 2022 fixant les principes fondamentaux relatifs à la protection et à la réparation des victimes des violences sexuelles liées aux conflits et les victimes de crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, la Loi n°22/068 du 27 décembre 2022 portant lutte contre

le blanchiment de capitaux, financement du terrorisme et prolifération des armes légères ; l'Ordonnance-Loi n° 23/023 du 11 septembre 2023 modifiant et complétant le Décret du 30 janvier 1940 portant Code Pénal Congolais ; l'Ordonnance-Loi n° 23/024 du 11 septembre 2023 modifiant et complétant le Décret du 6 Août 1959 portant Code de Procédure Pénale.

## I.3. POLITIQUES ET PROGRAMMES

Les engagements pris par la RDC en matière de promotion du Genre et d'inclusion des femmes dans les mécanismes de prévention de gestion pacifique des conflits et de consolidation de la paix sont traduits dans des politiques et programmes. Il s'agit notamment de la Politique Nationale Genre (2009)<sup>1</sup>; La Stratégie Nationale de lutte contre les Violences Basées sur le Genre révisée (2020)<sup>2</sup>; Le plan d'action des forces armées de la RDC de lutte contre les violences sexuelles (2015)<sup>3</sup> ; le Plan d'Action de la PNC de lutte contre les violences sexuelles (2015)<sup>4</sup>, l'Addendum au Communiqué Conjoint (2019), la campagne Tolérance Zéro (2021) et son Plan d'Action(2022), la stratégie nationale de la Masculinité Positive(2023), la feuille de route de lutte contre la traite des Personnes (2024), le programme Unis pour l'Égalité de Genre(2023).

1. Ministère du Genre, 2009 : Politique Nationale Genre ;

2. Ministère du Genre, 2009 : Stratégie Nationale de lutte contre les Violences Basées sur le Genre ;

3. Ministère de la Défense Nationale, 2015 : Plan d'action des forces armées de la RDC de la lutte contre les violences sexuelles (2015)

4. Ministère de l'Intérieur, 2015 : Plan d'Action de la PNC de lutte contre les violences sexuelles (2015)

## CHAPITRE II

# ÉTAT DE LIEUX DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION NATIONAL 1325 DE 2<sup>ème</sup> GÉNÉRATION

### II.1. PRINCIPAUX RÉSULTATS

La mise en œuvre du Plan d'Action National 1325 de la 3<sup>ème</sup> génération a été partiellement atteinte. Le travail de terrain a permis notamment d'atteindre l'objectif fixé à (20%) en matière de participation pour certaines institutions. Ainsi, le gouvernement national a atteint (33%) des postes ministériels<sup>1</sup>, le Bureau de l'Assemblée Nationale (44%)<sup>2</sup>, et la direction des entreprises publiques (35%)<sup>3</sup>. Toutefois, dans certaines institutions telles que le Sénat (17%), les assemblées provinciales (9%), les gouvernements provinciaux (2%)<sup>4</sup>, un recul a été enregistré, surtout pour certaines provinces telles que le Maniema, la Lomami, le Maï- Ndombe, et l'Ituri qui n'ont aligné aucune femme. En ce qui concerne la Police Nationale et les FARDC, un léger recul a été observé également au niveau des postes de commandement. Il y a respectivement, 2,2% comme Officiers Généraux et (5,8%)<sup>5</sup> comme Officiers Supérieurs, alors que les femmes y sont déjà très faiblement représentées.

S'agissant de la représentativité des femmes au sein de l'appareil judiciaire, elle varie en fonction des juridictions. Actuellement, Il n'y a qu'une seule femme sur les huit juges qui composent la Cour Constitutionnelle, soit 12%. Au sein des tribunaux de paix de la ville-province

de Kinshasa, 63% des juges sont des femmes, contre 37% d'hommes. Bien que les femmes magistrats au sein des Cours d'appel de la ville-province de Kinshasa représentent 50,1% de l'effectif, et qu'elles représentent globalement 34,7% des magistrats dans la ville-province de Kinshasa, il est à relever que les autres juridictions ne dépassent pas les (20%). Dans l'ensemble, les femmes représentent 25% de l'effectif des magistrats

Il est important de noter que la représentativité des femmes reste faible dans les postes de commandement de hautes juridictions. Il s'agit notamment de la Cour de Cassation et du Conseil d'État où elles occupent un peu plus de (14,8%) de postes, tandis qu'aucune femme ne siège au sein de la Haute Cour Militaire, qui est la Haute Juridiction ayant la mission de sanctionner les auteurs militaires des violations graves des droits des femmes. Il en est de même au sein des tribunaux militaires de garnison.

S'agissant des postes de Présidents des Cours d'appel, des Procureurs Généraux près les Cours, des Premiers Présidents des Cours Militaires et Auditeurs supérieurs, les femmes sont également très faiblement représentées avec (3,7%). Quant aux Présidents des tribunaux de Paix et chefs des Parquets près des tribunaux de paix, les femmes représentent (10,3%), tandis qu'elles n'occupent que (2,7%) de postes comme Présidents des tribunaux militaires

1. Journal officiel, 2024 ;

2. Assemblée Nationale 2024 ;

3. SN 2024 : Rapport d'évaluation du PAN 2 ;

4. CENI, 2024 : Résultats des élections législatives nationales et provinciales ;

5. Ministère de l'Intérieur, Rapport 2024 ;

de garnison et auditeurs militaires de garnison<sup>6</sup>.

En matière des négociations et dialogues de paix, au cours de la période soumise à l'évaluation du PAN 2<sup>ème</sup> génération, le pays a connu deux processus de paix au niveau national. Il s'agit du processus de Nairobi et le processus de Luanda. Concernant les processus de Nairobi, les deux premières phases n'ont vu la participation d'aucune femme ; c'est le dialogue de la troisième phase qui a vu la représentativité des femmes à hauteur de (12,5%)<sup>7</sup>. Quant au processus de Luanda, il n'avait pas été question au départ des négociations directes entre des parties. Il s'agit de faciliter la négociation entre les deux chefs d'État de la RDC et du Rwanda, qui sont tous deux des hommes. Néanmoins, la poursuite du processus a conduit aux discussions entre délégations de deux états. Il faut relever le fait qu'une seule femme, en l'occurrence la Ministre d'État en charge des Affaires Étrangères et Francophonie, a pris part au processus en sa qualité de Ministre des Affaires Étrangères, et non de femme.

Dans l'ensemble, les données attestent que les femmes participent de plus en plus et s'impliquent davantage aux questions et initiatives visant à prévenir, à assurer une résolution pacifique des conflits et à consolider la paix. Cela a été constaté lors des différents dialogues tenus dans quelques provinces, à savoir :

- o Dans le Nord Kivu, deux dialogues ont vu la participation des femmes à hauteur de plus de 20%. Il s'agit du (i) Dialogue Intercommunautaire (27%)

6. Secrétariat Permanent du Conseil Supérieur de la Magistrature : Rapport 2024 ;

7. Présidence de la République, processus de Nairobi et de Luanda, 2024 ;

de 2020 et du (ii) Dialogue Inclusif de Masisi (21%) de 2020.

- o Pour la Province du Sud Kivu, deux dialogues ont vu la participation des femmes à hauteur d'au moins 20%. Il s'agit du (i) Dialogue Intercommunautaire d'UVIRA (20%) de 2018, (ii) du Dialogue Citoyen de Bukavu (23,5%) de 2019, (iii) du Dans la province de l'Ituri, un seul dialogue a vu la représentation de femmes de (27%).
- o Quant à la province du Tanganyika, tous les dialogues ont connu la participation des femmes à (20%)<sup>8</sup>.

En matière de prévention, plusieurs actions ont été menées par les différentes parties prenantes. Il s'agit notamment de l'adoption des textes législatifs suivants: (i) la Loi N°22/065 du 26 décembre 2022 fixant les principes fondamentaux relatifs à la protection et à la réparation des victimes des violences sexuelles liées aux conflits et les victimes de crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, (ii) la Loi n°22/067 du 26 décembre 2022 modifiant et complétant le Décret du 30 janvier 1940 du Code Pénal Livre II en matière de prévention et lutte contre la Traite de personnes, (iii) l'Ordonnance N°19-027 du 22 avril 2019 portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence pour la prévention et la lutte contre la traite des personnes, (iv) l'Ordonnance-loi n°23/023 du 11 septembre modifiant et complétant le décret du 30 janvier 1940 portant Code pénal congolais, (v) l'Ordonnance-loi n°23/024 du 11 septembre 2023 modifiant et complétant le Décret du 06 Août 1959 portant Code de Procédure pénale.

8. DEP/Genre, 2024 : Rapport sur la gestion des maisons de la femme;

En ce qui concerne l'axe protection, il y a eu non seulement le renforcement des capacités des magistrats en matière de violences sexuelles, l'installation des cours et tribunaux dans certains coins du pays, l'installation de la Police de proximité dans le cadre de la réforme du secteur de sécurité, mais surtout la poursuite des auteurs par les cours et tribunaux, notamment par la tenue des audiences foraines.

Au sujet des mécanismes et initiatives de paix, le pays en compte 169 initiatives de Paix et 58 mécanismes de paix, dans lesquels les femmes sont des actrices principales dans la consolidation de la paix. En effet, elles interviennent aux instances de prise de décision à hauteur de 32% dans lesdits mécanismes et initiatives de paix.

En ce qui concerne les mécanismes étatiques, qui sont peu nombreux, comme le bureau de l'Envoyé spécial du Président de la République en charge du Processus de Luanda, on ne compte aucune femme, tandis qu'il y en a 1 sur 3 dans le comité de gestion du PDDRCS.

En matière de relèvement, plusieurs initiatives ont été mises en place en faveur des femmes et des filles. Il s'agit notamment du renforcement des capacités, de la remise des kits d'autonomisation, la mise en place du PDDRCS et du Fonds National de réparation.

Au niveau des provinces, le Secrétariat National Permanent 1325 travaille pour les doter des Plans d'Actions Provinciaux adaptés à leurs besoins sécuritaires conformément au Plan d'Action National 1325 de 2<sup>ème</sup>

génération ; à ce jour, 6 Provinces ont des Plans sectoriels (Nord-Kivu, Sud-Kivu, Ituri, Tanganyika, Tshopo et Kasai Oriental). Le pays dispose de 22 Secrétariats Provinciaux installés sur l'ensemble du pays et d'une base des données en ligne sur les Femmes, la Paix et la Sécurité.

## II.2. LEÇONS APPRISES

Plusieurs projets et actions initiés par l'ensemble des parties prenantes ont produit des résultats catalytiques qui doivent être consolidés et dupliqués. Il s'agit notamment de:

- L'amélioration du rôle des femmes dans la prévention, la médiation des conflits et la cohésion sociale au niveau communautaire, notamment à travers la mise en œuvre du projet mené par ONU Femmes. Ce projet vise à renforcer la participation des femmes dans les processus de paix et de sécurité, en mettant l'accent sur la médiation et la résolution des conflits ;
- La Promotion de la cohésion sociale à travers une approche basée sur le genre et la diversité dans différentes provinces, ce qui a conduit à la prise en compte de plusieurs femmes et filles des milieux ruraux, formées sur la médiation des conflits et la culture de paix ;
- Le plaidoyer pour l'amélioration de la représentativité des femmes dans les espaces publics de prise de décision, qui s'est traduit par la mise en place de différentes plateformes de femmes leaders, dont le rôle est de promouvoir la mise en place

des réseaux des femmes de divers horizons ;

- La tenue des dialogues entre les civils et les Forces de Défense et de Sécurité, avec un rôle prépondérant des femmes, qui les responsabilise davantage dans la gestion de leur propre sécurité mais aussi dans celle de leurs différentes communautés ;
- Le renforcement des synergies et l'engagement accru des hommes à lutter contre les violences basées sur le genre, à l'issue notamment du lancement et de la mise en œuvre de la campagne Tolérance Zéro.

### II.3. FAIBLESSES

- La faible mobilisation des ressources, dont la responsabilité n'est pas exclusive aux partenaires, mais aussi imputable à l'absence d'une budgétisation sensible au genre par les pouvoirs publics ainsi que la non-implication du secteur privé ;
- La faible appropriation, au niveau national et local de l'agenda Femmes, Paix et Sécurité, de la Résolution 1325, et d'une faible vulgarisation auprès des acteurs clés ;
- La détérioration du contexte sécuritaire, qui limite les interventions des acteurs dans certaines zones, là où les populations en avaient le plus besoin pour accéder aux services sociaux de base et bénéficier d'une protection.

### II.4. BONNES PRATIQUES

- Existence de la base de données sur les Femmes, la Paix et la Sécurité en plus des sites web et de tous

les canaux de communications permettant ainsi d'informer le public sur la mise en œuvre de la Résolution 1325 ;

- Amélioration de la synergie entre acteurs gouvernementaux, de la société civile et les partenaires techniques et financiers ;
- Installation d'un Comité de coordination et de suivi de la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité sur les Femmes, la paix et la sécurité à tous aux niveaux : National, Provincial et Local ;
- L'Amélioration de l'arsenal juridique en rapport avec la protection des droits des femmes ;
- L'Élaboration des Plans Provinciaux de la mise en œuvre de la Résolution 1325 du CSNU prenant en compte les besoins sécuritaires prioritaires spécifiques à chaque province ;
- Échanges sur diverses questions dont celles liées à la Paix et la Sécurité ;
- L'engagement à accroître les Maisons de la Femme en plus de celles existantes dans 12 provinces sur 26<sup>9</sup>.

### II.5. DÉFIS DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION NATIONAL 1325 DE 2<sup>ème</sup> GÉNÉRATION

La mise en œuvre du Plan d'Action National de 2<sup>ème</sup> génération a fait face à des défis immenses. Il s'agit notamment de :

- Faible mobilisation des ressources ;

9. CSNU, 2000 : Résolution 1325 ;

- Faible coordination entre certaines ONG internationales et locales avec le ministère ;
- Faible implication des autorités politico-administratives ;
- Vulgarisation de la Résolution 1325 dans certaines provinces difficiles d'accès ;
- Persistance des conflits armés et conflits intercommunautaires ;
- Problématique de la budgétisation sensible au genre ;
- Absence de comités locaux de coordination et de suivi de la résolution 1325 dans les territoires de la RDC ;
- Méconnaissance des instruments juridiques de promotion et de protection des droits des femmes ;
- Insuffisance des programmes et projets de relèvement favorisant la formation & l'autonomisation des femmes et des AJF ;
- Absence des mesures en faveur du petit commerce des femmes victimes des conflits ;
- Faible taux d'accompagnement psycho-social des victimes des conflits ;
- Faible pourcentage en formation adéquate de prestation en matière de violences sexuelles du personnel judiciaire ;
- Insuffisance des magistrats civils et militaires formés sur la gestion judiciaire des dossiers de violences sexuelles ;
- Insuffisance des moyens logistiques et financiers pour atteindre les auteurs présumés des violences sexuelles liées aux conflits.

## CHAPITRE III

# AXES STRATÉGIQUES DU PLAN D'ACTION NATIONAL 1325 DE LA 3<sup>ème</sup> GÉNÉRATION

### III.1. AXE PARTICIPATION

La participation se veut non seulement la présence des femmes, mais plus encore une présence accrue, en ordre utile et significative dans les instances de prise des décisions et dans les mécanismes de maintien de la paix. Elle trouve son fondement dans les articles 1, 2, 3 et 4 de la Résolution 1325, qui recommande au Secrétaire Général et aux États membres de « faire participer les femmes sur un pied d'égalité que les hommes aux instances décisionnelles dans le domaine de la paix et la sécurité, ainsi que la participation égale des femmes et des hommes dans toutes les négociations conduisant à la consolidation de la paix.

Cet axe qui comporte 3 objectifs vise à augmenter la participation des femmes à tous les niveaux de prise de décision dans les processus de paix et de sécurité.

**Objectif 1 : Accroître à 40% la participation des femmes et filles dans les instances de prise de décisions dans les mécanismes et initiatives de paix**

Au cours de la période de mise en œuvre du Plan d'Action National de 2<sup>ème</sup> génération, les informations renseignent que les femmes ont représenté une moyenne de 21% dans les mécanismes et initiative de paix, notamment dans les provinces de l'Est<sup>1</sup>.

1. CAFCO ; 2023 : Enquête sur la participation des femmes aux postes décisionnels des institutions ;

Il est possible de travailler pour porter cette représentativité à 40%, afin d'accroître la propension à faire entendre la voix des femmes lors de l'adoption des résolutions issues des règlements des conflits.

**Objectif 2 : Accroître de 20% le taux de participation des femmes et filles dans les services de sécurité**

Le rapport d'évaluation de la mise en œuvre du plan d'action National renseigne une moyenne de 3 % pour la représentativité des femmes dans les postes de service de sécurité. Avec une telle faible représentativité, il est peu probable que des décisions prises puissent prendre en compte les besoins spécifiques des femmes.

**Objectif 3 : Accroître à 35% le taux de participation des femmes et des filles dans les instances de prise de décision des institutions publiques et privées au niveau national, à 20% aux niveaux provincial et local et à 40% au sein de la magistrature**

Le rapport d'évaluation du PAN 2 révèle que les femmes occupent actuellement 33% des postes au sein du gouvernement national, 4% comme gouverneurs des provinces, entre 10 et 20% au sein des gouvernements provinciaux, 13,6% à l'Assemblée Nationale 17,6% au Sénat et à 25% dans la magistrature<sup>2</sup>, sachant que la présence des femmes dans la magistrature constitue un atout

2. Secrétariat Permanent du Conseil Supérieur de la Magistrature : Rapport 2024 ;

important dans la lutte contre l'impunité des violations graves des droits des femmes, en ce qu'elles sont censées dire correctement le droit et infliger des sanctions à l'encontre des auteurs. Il est donc possible de porter cette représentativité à des taux supérieurs.

### III.2. AXE PRÉVENTION

Cet axe vise à prévenir la survenance des conflits et de toutes formes de violations des droits des femmes, des jeunes femmes et des petites filles avant, pendant et après les conflits armés, et à promouvoir l'inclusion des femmes dans les efforts de prévention des conflits, de résolution des conflits et de consolidation de la paix, en reconnaissant leur rôle crucial dans ces domaines<sup>3</sup>.

L'axe Prévention comporte 5 objectifs spécifiques :

**Objectif 1 : Assurer la vulgarisation de la Résolution 1325, d'autres instruments juridiques pertinents de prévention des violences contre les femmes et les filles, ainsi que le PAN 1325 de la 3<sup>ème</sup> Génération du CSNU.**

En dehors des acteurs et actrices qui travaillent dans la thématique femme, paix et sécurité, qui, du reste, ne sont pas assez nombreux, le rapport d'évaluation de la mise en œuvre du Plan d'Action National de la Résolution 1325 de 2<sup>ème</sup> génération indique que la majorité des congolaises et congolais ignorent encore l'existence de la Résolution 1325, ainsi que des différents programmes relatifs à sa localisation dans les différents territoires.

3. C.S.N.U, 2000 : Résolution 1325.

### **Objectif 2. Promouvoir Masculinité Positive auprès des acteurs clés**

Les États dans lesquels les hommes font preuve d'une masculinité positive enregistrent de faibles taux d'inégalité entre les sexes, et sont par conséquent moins susceptibles d'avoir recours à l'usage de la force. Il est nécessaire de faire des hommes des acteurs de transformation des normes de genre en vue d'une société plus pacifique<sup>4</sup>.

### **Objectif 3. Mettre en place des mécanismes communautaires d'alerte précoce, de dialogue permanent et de résolution pacifique des conflits**

Dans bien de cas, certains signes se produisent avant l'éclatement des conflits. À cet effet, l'alerte précoce, étant un outil de collecte et d'analyse des informations permettant d'avertir les décideurs des menaces naissantes, grandissantes ou imminentes, doit être utilisée pour pouvoir faciliter les efforts de prévention et d'atténuation<sup>5</sup>.

### **Objectif 4. Contribuer à réduire le taux d'enrôlement des enfants- soldats au sein des groupes armés**

Tant que des groupes armés actifs persisteront, il y aura recrutement et utilisation d'enfants. Or, la présence d'enfants au sein des groupes armés contribue à aggraver les violations des droits des femmes du moment que ces derniers agissent en toute ignorance de ce que représente la vie humaine<sup>6</sup>.

4. Nations Unies Sénégal, 2024 : La masculinité positive pour lutter contre les violences basées sur le genre.

5. Center for civilians in conflit, 2021 : Systèmes d'alerte précoce rapide ;

6. CEA, 2013 : Conflits en République Démocratique du Congo causes, impact et implications pour la région des Grands Lacs ;

## **Objectif 5. Renforcer le contrôle et la réduction de la circulation des armes légères et de petit calibre**

Les conflits armés contribuent à la prolifération des armes légères. Ces dernières font plus de victimes parmi les femmes et les filles, qui sont obligées de se rendre dans les champs à la recherche des produits vivriers, de l'eau et du bois de chauffe, et se trouvent ainsi exposées à des violences de la part des soldats dans des endroits isolés<sup>7</sup>.

## **Objectif 6. Lutter contre l'exclusion des communautés dans l'exploitation des ressources naturelles**

L'exclusion de certaines communautés, voire de tous les membres de la communauté, à l'exploitation des ressources naturelles en RDC est à la base de plusieurs conflits communautaires, qui aboutissent parfois à des conflits armés à grande échelle, faisant des milliers de victimes parmi les femmes<sup>8</sup>.

### **III.3. AXE PROTECTION**

Cet axe vise à assurer aux femmes, filles et autres personnes vulnérables la protection de leurs droits pendant et après les conflits, ainsi que le respect et la promotion de leurs droits.

Il est lié aux articles 11, 12, 13 et 14 de la Résolution 1325, aux objectifs de consolidation de la paix et le renforcement de l'État « justice et sécurité » du New deal, aux ODD 16+ et aux aspirations 11, 12, 13 de l'Agenda 2063 de l'UA<sup>9</sup> ainsi

7. BCNUDH, 2023 : Rapport Annuel, 2023 ;

8. Open Edition Journals 2023 : Frontières, ressources, et espaces transfrontaliers dans les Afriques – conflits et coopérations dans un contexte de changements environnementaux ;

9. Voir page 4 ;

qu'aux composantes stratégiques 4 et 5 de la stratégie révisée sur les violences basées sur le genre qui inscrit la gestion de la sécurité humaine dans une perspective genre. La sécurité humaine s'entend ici comme la protection contre tout événement brutal susceptible de perturber la vie quotidienne ou de porter préjudice à son organisation dans les foyers, sur le lieu de travail ou au sein de la communauté<sup>10</sup>.

## **Objectif 1 : Assurer le respect des droits des femmes et des filles pendant et après les conflits**

Les conflits armés ont des répercussions considérables sur la vie des femmes et peuvent radicalement modifier leur rôle dans la famille, la communauté et la sphère « publique ». En plus du fait que leurs droits sont systématiquement violés, la dislocation ou la désintégration des réseaux familiaux et communautaires contraint les femmes à assumer de nouveaux rôles. D'où la nécessité d'assurer la protection de leurs droits.

## **Objectif 2 : Lutter contre l'impunité des violences sexuelles et violences basées sur le genre faites aux femmes et filles pendant et après les conflits armés**

Les violences sexuelles liées au conflit détruisent la vie des femmes. En République Démocratique du Congo, les violences sexuelles liées au conflit persistent à raison de la persistance des conflits armés, mais également à la suite du nombre faible des poursuites à l'endroit des auteurs<sup>11</sup>.

10. C.S.N.U., 2000 : Résolution 1325 ;

11. N.U./Gouvernement de la RDC, 2019 : Addendum au Communiqué Conjoint ;

### **Objectif 3 : Appuyer la lutte contre la traite des personnes**

La traite des personnes désigne le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes, par la menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou encore par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation, ayant pour principales victimes les femmes et les filles<sup>12</sup>.

Il est utile que la République Démocratique du Congo qui a adhéré, en 2006, au Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la Criminalité transnationale poursuive la lutte contre ce fléau.

#### **III.4. AXE RELÈVEMENT**

L'axe relèvement vise à intégrer la dimension genre dans les projets de reconstruction pendant et après les conflits, en vue d'assurer l'autonomisation socio-économique des femmes victimes de conflits pour le rétablissement de la stabilité et d'une paix durable, conformément aux articles 12, 13, 15, 16 et 17 de la Résolution 1325 du CSNU.

Il comprend 3 objectifs :

#### **Objectif 1 : Poursuivre l'Intégration de la dimension genre dans la gestion des politiques et programmes de relèvement.**

Le rapport d'évaluation de la mise en œuvre du PAN 2 révèle le faible nombre des programmes liés au relèvement post-conflit, ainsi que la non prise en compte des besoins sexospécifiques des femmes dans l'exécution de rares programmes existants.

#### **Objectif 2 : Assurer l'autonomisation socio-économique des femmes et des filles victimes des conflits.**

Les femmes et les filles victimes des conflits armés n'ont pas été suffisamment prise en charge dans le volet socioéconomique, ce qui ne facilite pas leur réinsertion dans la société.

#### **Objectif 3 : Mobiliser des ressources financières nécessaires en faveur des politiques et programmes de relèvement post conflit au niveau national et provincial.**

Le rapport d'évaluation de la mise en œuvre du PAN 2 révèle l'insuffisance des programmes et la non-exécution de ceux existants, faute des ressources financières dédiées à ce volet. Il est utile que la mobilisation des ressources soit assurée afin de financer les programmes y afférents.

#### **III.5. AXE GESTION DES CONFLITS ÉMERGENTS ET L'AIDE HUMANITAIRE**

La RDC est concernée par la problématique des conflits émergents. Lutter contre les conflits émergents est conforme aux dispositions de la conférence mondiale sur les catastrophes naturelles et de la Journée Internationale de prévention des risques des catastrophes naturelles, à la Résolution A/RES/60/288 de l'Assemblée Générale des Nations Unies relative au

12. CJVFTP, Rapport annuel 2023;

terrorisme, ainsi que de la dynamique internationale actuelle qui voudrait que les États tiennent comptent des événements susceptibles de provoquer des conflits de manière imprévisible<sup>13</sup>.

L'axe Gestion conflits émergents comporte 4 objectifs :

**Objectif 1. Promouvoir la participation égale des femmes dans la gestion des climatique dès lors que leur travail et leur survie en dépendent directement risques et des catastrophes naturelles ainsi que le changement climatique**

Les femmes ne vivent pas les effets des catastrophes naturelles et du réchauffement. Il est utile de les impliquer dans les politiques et programmes visant à les atténuer<sup>14</sup>.

**Objectif 2. Objectif 3. Impliquer les femmes dans la gestion de la réponse humanitaire**

Selon le rapport de la coordination humanitaire des Nations Unies, à la date du 30 novembre 2023, plus de 9,9 millions de congolais sont en situation de déplacement, dont 525 000 réfugiés, 6,46 millions de personnes déplacées internes, et 2,96 millions de retournés<sup>15</sup>.

Étant les principales victimes, les femmes doivent être également mises en avant plan lors de l'adoption des politiques et programmes destinés à apporter des réponses à ces calamités, afin de pouvoir y intégrer leurs besoins spécifiques et participer à la riposte.

13. Assemblée Générale des Nations Unies, 2006 : Résolution A/RES/60/288

14. Nations Unies, 2018 : Lien entre les ressources naturelles et les conflits ;

15. OCHA, 2024 : Plan de réponse humanitaire en RDC ;

**Objectif 3. Renforcer la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme**

Le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme au sein des États ont des répercussions négatives graves au-delà de des frontières, voire au niveau mondial. Il s'agit notamment de l'affaiblissement du secteur financier, la destruction de l'économie, de l'insatiabilité, des pertes en vies humaines, ayant comme principales victimes les femmes, les filles et les enfants. La RDC n'échappe pas à ce fléau, notamment dans sa partie Est en proie aux conflits armés, où l'on assiste aux affres des groupes armés dont le mode opératoire renvoie aux actes terroristes<sup>16</sup>.

**Objectif 4 : Renforcer la lutte contre la criminalité urbaine**

Depuis quelques années, on assiste à une montée et une persistance de la criminalité dans les grandes villes du pays, avec pour principaux auteurs des jeunes âgés de 13 à 35 ans, surnommés « Kuluna » à Kinshasa « Suicidaires » à Mbuji-Mayi.

Les femmes et les filles sont des principales victimes de ces bandits, qui agissent notamment en raison de la pauvreté de masse juvénile toujours croissante, aux fractures sociales, la consommation abusive d'alcool frelaté et de la drogue, les guerres, à la misère en milieu rural, à l'explosion démographique, au chômage de masse, au déficit des postes de police de proximité<sup>17</sup>.

16. Nations Unies, 1999 : Convention Internationale pour la répression du financement du terrorisme ;

17. Ministère de la Communication et médias, Compte rendu de la 131<sup>ème</sup> réunion du Conseil des ministres, Kinshasa, 29 mars 2024 ;

## **Objectif 5. Lutter contre les violences sexuelles à travers la cybercriminalité**

De plus en plus, on assiste au cyber harcèlement sexuel contre les femmes et les filles, dont les principales manifestations sont la diffusion des images à caractère sexuel sur les réseaux sociaux par des personnes mal intentionnées. Les conséquences d'un cyberharcèlement peuvent être dramatiques pour les victimes, notamment la dépression, le décrochage scolaire ou professionnel, les troubles psychologiques ou émotionnels, le suicide, etc<sup>18</sup>.

La RDC ayant adopté le code du numérique, il est utile que celui-ci soit vulgarisé et appliqué afin de pouvoir lutter contre les auteurs de ces pratiques qui nuisent à la dignité des femmes et des filles.

---

18. Ministère de l'Intérieur Français : Rapport annuel sur la cybercriminalité 2024 ;

## CHAPITRE IV

# MÉCANISMES DE COORDINATION ET DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PAN III

Un mécanisme national de coordination existe depuis 2015 afin d'assurer le succès de la mise en œuvre du PAN 1325 dans l'ensemble du pays. Il est composé de trois organes : Le comité de pilotage, le secrétariat national et le trust fund 1325.

### IV.1. LE COMITÉ DE PILOTAGE

Le Comité de pilotage est structuré en comités national, provincial et local. Il a pour mission l'orientation politique, la transmission de la vision du Gouvernement et la validation du plan d'action de la mise en œuvre de la résolution 1325 et ses différents rapports périodiques et annuels.

#### 4.1.1. Le comité de pilotage national.

Le Comité de pilotage national est composé des membres ci-après :

- Président : Ministre en charge du Genre, Famille et Enfant ou son(sa) représentant(e) ;
- Premier vice-Président : Ministre de l'Intérieur ;
- Deuxième vice-président : Ministre de la Défense Nationale ;
- Troisième vice-président : Ministre de la Justice ;
- Un Secrétariat-rapporteur : membres permanents du Secrétariat National 1325.
- Des membres composés de :
  - Le Ministre des affaires étrangères ou son représentant ;

- Le Ministre de la Justice ou son représentant ;
- Le Ministre des droits humains ou son représentant ;
- Le Ministre du plan ou son représentant ;
- Le Ministre du budget ou son représentant ;
- Le Ministre des finances ou son représentant ;
- La Coordinatrice en charge de la jeunesse, lutte contre les violences faites aux femmes et Traite des personnes, au sein du Cabinet du Président de la République ;
- ONU Femmes.
- Un représentant des bailleurs
- 3 délégués de la société civile ;
- Un représentant des ONG internationales.

La Coordination du comité de pilotage est assurée par le gouvernement central, à travers le ministère ayant le Genre, Famille et Enfant dans ses attributions.

Le comité de pilotage a pour missions principales de :

- Donner des orientations politiques sur la mise en œuvre du PAN 1325 ;
- Valider les plans de travail semestriels et annuels présentés par la structure technique de mise en œuvre du PAN 1325 ;
- Stimuler le développement de partenariats institutionnels avec

d'autres institutions étatiques et non-étatiques ;

- Valider les rapports afin de garantir un contrôle de qualité final ;
- Veiller à la prise en compte des questions du genre dans les activités de promotion de la paix, de prévention et gestion de conflits, de la sécurité et dans les actions humanitaires.

#### **4.1.2. Le comité de pilotage provincial**

Le comité de pilotage provincial est assuré par le gouverneur de la province ainsi que les responsables des ministères provinciaux en charge du genre, de l'intérieur, de la justice, du plan, du budget, des affaires sociales, de la santé publique, service de sécurité (FARDC, Police et ANR), de l'assemblée provinciale, des partenaires techniques et financiers, des secteurs privés, des délégués de la société civile.

#### **4.1.3. Le comité de pilotage local**

Le comité de pilotage local est placé sous l'autorité du maire de la ville, du bourgmestre de la commune, de l'administrateur du territoire ou du chef de secteur/chefferie. Les missions assignées au comité de pilotage national s'appliquent mutatis mutandis.

#### **4.1.4. Des réunions des comités de pilotage**

Les comités de pilotage national et Provinciaux tiendront des réunions semestriellement et annuellement en associant l'ensemble des ministères et administrations concernés pour évaluer la mise en œuvre du PAN 3.

## **IV.2. LES SECRÉTARIATS NATIONAL, PROVINCIAUX ET LOCAUX**

### **4.2.1. Des missions et objectifs du secrétariat national**

Le Secrétariat National Permanent est l'organe de gestion quotidienne de la mise en œuvre du PAN 1325. À ce titre, il assure les missions suivantes :

- Coordonner la mise en œuvre du PAN1325 ;
- Collecter, analyser, publier et archiver les données de mise en œuvre du PAN 1325 ;
- Apporter un appui technique aux actrices et acteurs dans la mise en œuvre du PAN1325 ;
- Assurer le secrétariat du comité de pilotage ;
- Participer aux foras internationaux et organiser des réunions de restitution ;
- Mobiliser des ressources ;
- Budgétiser les activités du PAN1325 ;
- Suivre et évaluer la mise en œuvre du PAN1325.

### **4.2.2. Mission et composition des Secrétariats provinciaux et locaux**

Les secrétariats provinciaux et locaux assurent la gestion de la mise en œuvre du PAN au niveau provincial ou local.

Le secrétariat provincial a la même composition (mutatis mutandis) que le secrétariat national. Il est coordonné par le chef de division provincial genre au niveau provincial ou son délégué et par le chef de Bureau genre au niveau local ou son délégué.

### **IV.3. DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES DE FINANCEMENT DU PAN 1325**

La mise en œuvre du PAN1325 ne peut connaître de succès sans financement.

Pour parvenir à obtenir des ressources financières, des tables rondes et des plaidoyers pour la mobilisation des ressources seront organisés par le ministère du genre, les partenaires et les organisations de la société civile.

### **IV.4. INDICATEURS DE SUIVI**

Dans le cadre du suivi et de la mise en œuvre de la résolution 1325, le PAN 3 a retenu 11 indicateurs de l'ONU, ainsi que ceux définis par l'Union Africaine dans le cadre continental de résultats, les ODD et le New Deal...

# CHAPITRE V

## CADRE LOGIQUE

| AXE1 : PARTICIPATION                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectif de l'axe : Accroître significativement la représentativité des femmes au sein                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                          |
| OBJECTIFS SPÉCIFIQUES                                                                                                                                                                                                                                      | RÉSULTATS ATTENDUS                                                                                                                                                          | INDICATEURS                                                                                                                                                                                                                                             | ACTIVITÉS                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | ACTEURS                                                                                                                  |
| Objectif 1 : Accroître à au moins 40 % la participation des femmes et filles aux instances décisionnelles des mécanismes et initiatives de paix, ainsi qu'aux tables de négociation                                                                        | Les Femmes et les filles participent à hauteur de 30 % dans les instances de prise des décisions dans les mécanismes et initiatives de la paix et aux tables de négociation | Nombre des femmes et des filles qui sont présentes dans les organes ou instances de prise des décisions.                                                                                                                                                | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Production de la Cartographie des mécanismes et initiatives de la paix</li> <li>- Organisation des campagnes de sensibilisation pour la participation des femmes et des filles aux instances de prise de décision</li> </ul>                                            | Tous les ministères sectoriels et les OSC                                                                                |
| Objectif 2 : Accroître de 20% le taux de participation des femmes et jeunes femmes dans les instances de prise de services de sécurité : Armée, Police, ANR, DGM                                                                                           | Les femmes, les jeunes femmes sont représentées dans les services de sécurité                                                                                               | Taux de femmes et des jeunes femmes nommées au sein des services de sécurité                                                                                                                                                                            | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Plaidoyer auprès des autorités compétentes pour la nomination des femmes dans les instances décisionnelles des services de sécurité (DGM, l'ANR, PNC, FARDC) et pour le respect et l'application des Lois portant statut du Policier et du militaire.</li> </ul>        | La Police Nationale, les FARDC, la DGM, l'ANR, etc...                                                                    |
| Objectif 3 : Accroître à 35% le taux de participation des femmes et des filles dans les instances de prise de décision des institutions publiques et privées au niveau national, à 20% aux niveaux provincial et local et à 40% au sein de la magistrature | La représentativité des femmes dans les instances décisionnelles s'est accrue                                                                                               | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de personnes sensibilisées lors des matinées d'échanges</li> <li>- Engagements pris par les autorités</li> <li>- Taux de représentativité</li> <li>- Nombre de matinées d'échanges organisés</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Plaidoyer auprès des autorités pour l'intégration de la dimension Genre dans la législation nationale et la nomination des femmes aux postes décisionnels ;</li> <li>- Organisation de sessions de formation des femmes sur le leadership féminin, ainsi que</li> </ul> | Les Ministères sectoriels, les Partis politiques, le Parlement, les OSC et les Partenaires Techniques et Financiers, PTF |

|                                                                                                                                                                                                    |                                                                                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre des autorités touchées</li> <li>- Engagements pris par les autorités.</li> </ul>                                                                                                       | des sessions de coaching et de mentorat de potentielles candidates.<br>- Organisation des campagnes de sensibilisation et d'encouragement des filles à embrasser la carrière de Magistrature<br>- Organiser des matinées d'échange et des plaidoyers auprès des autorités compétentes pour l'équité lors des avancements en grade |                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>AXE 2 : PRÉVENTION</b>                                                                                                                                                                          |                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                  |
| <b>Objectif : Prévenir la survenance des conflits et de toutes formes de violations des droits des femmes, des jeunes femmes et des petites filles avant, pendant et après les conflits armés.</b> |                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                  |
| <b>OBJECTIFS SPÉCIFIQUES</b>                                                                                                                                                                       | <b>RÉSULTATS ATTENDUS</b>                                                                                                                | <b>INDICATEURS</b>                                                                                                                                                                                                                     | <b>ACTIVITÉS</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | <b>ACTEURS</b>                                                                                                                   |
| Objectif 1 : <b>Assurer la vulgarisation le PAN 3, et les instruments juridiques pertinents de prévention des violences contre les femmes et les filles</b>                                        | Les membres de la communauté ont amélioré leurs connaissances sur le PAN 3 <sup>ème</sup> Génération, la R1325, les Résolutions connexes | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de personnes renforcées en capacités;</li> <li>- Nombre des auditeurs et téléspectateurs touchés par les émissions</li> <li>- Nombre d'internautes touchés par la diffusion</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation des ateliers de vulgarisation du PAN 3, ainsi que les instruments juridiques y relatif dans toutes les provinces,</li> <li>- Diffusion des émissions radiotélévisées sur la Résolution 1325 et le PAN3</li> </ul>                                                           | SN 1325 ; SP 1325<br>Justice, Défense Nationale, PNC, FARDC, OSC, PTF                                                            |
| Objectif 2 : <b>Promouvoir la Masculinité Positive</b>                                                                                                                                             | Les acteurs clés sont sensibilisés sur la masculinité positive                                                                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'acteurs clés touchés ayant pris l'engagement de promouvoir la masculinité positive</li> </ul>                                                                                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation des tables rondes sur la masculinité positive à l'intention des Leaders d'opinion, chefs religieux, leaders traditionnels</li> </ul>                                                                                                                                        | Ministères du Genre, de l'Intérieur, de la Défense Nationale, les Confessions religieuses, les services de sécurité, les OSC.... |

|                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                                                                                                |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectif 3 : <b>Mettre en place et/ou redynamiser les mécanismes communautaires d'alerte précoce, de résolution pacifique des conflits sensible au genre,</b> | Les mécanismes communautaires d'alerte précoce, de dialogue et de résolution de conflits sont installés et opérationnels                                            | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de femmes formées en techniques d'alertes précoces</li> <li>- Nombre de mécanismes d'alerte, de prévention et de résolution pacifique des conflits inclusifs installés et opérationnels;</li> <li>- Nombre des plaidoyers organisés ayant abouti à des décisions</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation des femmes et des filles en techniques d'alerte précoce, de médiation et de règlement pacifique de conflits ;</li> <li>- Installation des comités d'alerte précoce, de médiation et des Secrétariats provinciaux 1325 en souffrance.</li> </ul>          | - Coordination Nationale et des comités provinciaux de la Résolution 1325.<br>- Société civile |
| Objectif 4 : <b>Contribuer à mettre fin l'enrôlement des enfants soldats (jeunes filles et garçons) au sein des groupes armés</b>                             | Le taux d'enrôlement d'enfants soldats au sein des groupes armés est sensiblement réduit.                                                                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'enfants soldats sortis des groupes armés</li> <li>- Nombre d'actes d'engagement signés par les chefs de groupes armés</li> </ul>                                                                                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation des campagnes de sensibilisation sur les méfaits de l'enrôlement des enfants dans les groupes armés</li> <li>- Poursuivre le processus de signature de l'acte d'engagement par les chefs des groupes armés contre l'enrôlement des enfants</li> </ul> | Ministères : Défense, Intérieur, Genre/ SN 1325<br>P-DDRCS, OSC<br>MONUSCO, PTF                |
| Objectif 5 : <b>Renforcer le contrôle et la réduction de la circulation des armes légères et de petit calibre</b>                                             | La population est informée sur l'ordonnance loi 85035 du 3 septembre 1985 portant régime des armes et munitions.                                                    | - Nombre des personnes sensibilisées                                                                                                                                                                                                                                                                                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Organiser des séances de sensibilisation et de communication sur la problématique des armes légères et de petit calibre (loi 85035)</li> </ul>                                                                                                                     | P-DDRCS, Défense, Intérieur, MONUSCO, PTF, Justice, Droits Humains                             |
| Objectif 6 : <b>Lutter contre la discrimination et l'exclusion des communautés locales dans l'exploitation des ressources naturelles</b>                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les communautés locales accèdent aux ressources naturelles,</li> <li>- Les communautés locales améliorent leurs</li> </ul> | - Nombre de plaidoyers organisés et aboutis                                                                                                                                                                                                                                                                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Plaidoyer auprès des sociétés qui exploitent les ressources naturelles pour l'inclusion de toutes les communautés</li> </ul>                                                                                                                                       | Secrétariats Permanents 1325, ministères sectoriels (mines, intérieur, hydrocarbures), PTF     |

|                                                                                                                                               | connaissances sur la loi de la sous-traitance et la loi minière                                                                                               | - Nombre d'acteurs sensibilisés                                                                                                                                                                                                                                                                                    | - Vulgarisation de la Loi minière et la Loi sur la sous-traitance auprès des entrepreneurs locaux et communautés locales                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>AXE 3 : PROTECTION</b>                                                                                                                     |                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                                                                     |
| <b>Objectif de l'Axe : Assurer la protection des droits des femmes et des filles pendant et après les conflits armés</b>                      |                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                                                                     |
| <b>OBJECTIFS SPÉCIFIQUES</b>                                                                                                                  | <b>RÉSULTATS ATTENDUS</b>                                                                                                                                     | <b>INDICATEURS</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | <b>ACTIVITÉS</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | <b>ACTEURS</b>                                                                                                      |
| <b>Objectif 1 : Assurer le respect des droits des femmes et des filles pendant et après les conflits armés</b>                                | Les droits des femmes et des filles pendant et après les conflits armés sont assurés                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre des personnes sensibilisées</li> <li>- Nombre de centres pénitenciers construits par province ;</li> <li>- Nombre de personnels judiciaires formés</li> <li>- Nombre de postes de police installés</li> <li>- Nombre des camps réhabilités et sécurisés</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Vulgarisation de la Loi sur la traite des personnes, la loi sur le numérique, etc.</li> <li>- Organisation des Plaidoyer pour la construction des centres pénitenciers propres aux femmes ;</li> <li>- Organisation des Plaidoyer pour la poursuite de l'installation des postes de police de proximité sur toute l'étendue du territoire national.</li> <li>- Réhabilitation et sécurisation des camps des réfugiés et des déplacés</li> </ul> | Les Ministères de la Défense nationale, de l'Intérieur, du Genre, les OSC                                           |
| <b>Objectif 2 : Lutter contre l'impunité des violences sexuelles et les violences basées sur le genre pendant et après les conflits armés</b> | Les auteurs des actes de violences sexuelles, des droits de l'homme (les femmes, adolescentes, jeunes femmes, petites filles) sont jugés, condamnés et punis. | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de sessions de sensibilisation des magistrats</li> <li>- Nombre de dossiers reçus, traités, jugés et exécutés par la justice.</li> <li>- Nombre des tribunaux appuyés et équipés</li> </ul>                                                                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement des capacités des magistrats sur la législation nationale en matière de violences sexuelles ;</li> <li>- Appuis aux tribunaux chargés de juger des cas de violations des droits fondamentaux des femmes et des jeunes filles.</li> </ul>                                                                                                                                                                                           | Ministères (Justice, Genre, Défense Nationale, Intérieur, Droits humains, Budget, Plan, Finances, FONAREV, OSC, PTF |

| Objectif 3. <b>Combattre la Traite des Personnes</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | La réduction du taux de la criminalité transnationale                                                                                                                                                                                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre des acteurs formés</li> <li>- Nombre des auteurs de la traite arrêtés, jugés et condamnés,</li> <li>- Nombre des victimes prises en charge</li> </ul>                                                                                                                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation des formations à l'intention des acteurs de première ligne;</li> <li>- Appui à la tenue des procès sur la traite des personnes ;</li> <li>- Appui à la prise en charge des victimes de la traite des personnes.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                   | Intérieur, Justice, Genre<br>INTERPOL, CJVFPT, CENAREF<br>OSC                       |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>AXE 4 RELÈVEMENT</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                                                                     |
| <b>OBJECTIF DE L'AXE:</b> Poursuivre l'intégration de la dimension genre dans les projets de reconstruction pendant et après les conflits en vue d'assurer l'autonomisation socio-économique des femmes et AJF victimes de conflits pour le rétablissement de la stabilité et d'une paix durable conformément aux 12,13,15,16, et 17 de la Résolution 1325 |                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                                                                     |
| <b>OBJECTIFS SPÉCIFIQUES</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | <b>RÉSULTATS ATTENDUS</b>                                                                                                                                                                                                                | <b>INDICATEURS</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | <b>ACTIVITÉS</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | <b>ACTEURS</b>                                                                      |
| Objectif 1 : <b>Poursuivre l'intégration du genre dans les politiques et programmes de gestion et la résolution pacifique des conflits</b>                                                                                                                                                                                                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les politiques et programmes de résolution pacifique des conflits intègrent le genre dans</li> </ul>                                                                                            | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nbre d'audit genre organisés ;</li> <li>- Document de stratégie genre interne élaboré</li> </ul>                                                                                                                                                                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Identification des mécanismes et programmes</li> <li>- Plaidoyers pour l'intégration du genre dans les mécanismes de gestion et résolution des conflits</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | SN 1325/SP 1325<br>Défense Nationale, de l'Intérieur, Affaires Etrangères, OSC, PTF |
| Objectif 2 : <b>Assurer l'autonomisation socio-économique des femmes et des AJF victimes des conflits</b>                                                                                                                                                                                                                                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les femmes et les filles sont formées sur l'entrepreneuriat ;</li> <li>- Les femmes et les AJF reçoivent un appui financier pour leurs projets et des kits pour leur autonomisation.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de femmes et des Filles formées ;</li> <li>- Rapports de formation</li> <li>- Nombre de femmes et filles ayant bénéficiées de Kits d'autonomisation</li> <li>- Nombre de centres réhabilités,</li> <li>- Nombre des filles réinsérées dans le système éducatif.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation des ateliers de renforcement des capacités sur l'entrepreneuriat féminin dans les zones en conflits ;</li> <li>- Plaidoyers auprès des bailleurs pour l'allocation des Kits d'autonomisation des femmes et filles victimes des conflits armés,</li> <li>- Plaidoyers auprès des autorités pour la rénovation des centres d'alphabétisation en faveur des femmes et filles victimes de conflits et la réintégration des filles dans le système éducatif classique.</li> </ul> | SN 1325,<br>Education Nationale, OSC, PTF.                                          |

|                                                                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                                                                                                               |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectif 3 : Allouer un budget aux politiques et programmes de relèvement post conflit au niveau national et provincial                    | - Des lignes des crédits sont ouvertes dans les budgets National et provinciaux                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | - Des crédits sont accordés par le Gouvernement Central et les Gouvernements provinciaux.                                                                                                                                             | - Plaidoyers auprès des autorités gouvernement au niveau national et provincial, des parlements nationaux et provinciaux pour l'octroi des crédits.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Secrétariats Permanents 1325, Ministères Sectoriels (Finances, PME, Budget, Entrepreneuriat), OSC, PTF                        |
| <b>AXE 5 : GESTION DES CONFLITS ÉMERGENTS ET L'AIDE HUMANITAIRE</b>                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                                                                                                               |
| <b>Objectif de l'Axe : Impliquer activement les femmes dans la gestion des conflits émergents et la réponse humanitaire</b>                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                                                                                                               |
| <b>OBJECTIFS SPÉCIFIQUES</b>                                                                                                               | <b>RÉSULTATS ATTENDUS</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | <b>INDICATEURS</b>                                                                                                                                                                                                                    | <b>ACTIVITÉS</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | <b>ACTEURS</b>                                                                                                                |
| Objectif 1 : Promouvoir la participation égale des femmes dans la gestion des risques, catastrophes naturelles et de changement climatique | <ul style="list-style-type: none"> <li>- La cartographie des organisations est disponible</li> <li>- Les femmes améliorent leurs connaissances en techniques prévention et gestion des catastrophes naturelles et changement climatique</li> <li>- Les mécanismes de prévention et de gestion des catastrophes naturelles et changement climatique intègrent les besoins des femmes.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Existence d'une cartographie,</li> <li>- Nombre des femmes et filles formées,</li> <li>- Nombre de plaidoyers aboutis</li> </ul>                                                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Production de la Cartographie des organisations en charge de la gestion des catastrophes naturelles et effets des changements climatiques</li> <li>- Renforcer les capacités des femmes et filles en prévention et gestion des catastrophes naturelles dans les provinces en conflits ;</li> <li>- Plaidoyer auprès des autorités pour l'intégrer des besoins des femmes dans la prévention et la gestion des catastrophes naturelles et changement climatique</li> </ul> | Secrétariats Permanents 1325, les ministères sectoriels (Environnement, mines, intérieur, recherches scientifiques, etc), PTF |
| Objectif 2 : Renforcer la participation des femmes dans la gestion de la réponse humanitaire                                               | <ul style="list-style-type: none"> <li>- La cartographie des organisations et des interventions dans la réponse humanitaire est disponible</li> <li>- Les responsables des OSC améliorent leurs connaissances sur la mise en œuvre de la</li> </ul>                                                                                                                                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Existence de la cartographie des organisations et des interventions;</li> <li>- Rapport d'étude</li> <li>- Existence des Outils de formation</li> <li>- Nombre des femmes formées</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Cartographie des organisations nationales et locales féminines œuvrant dans le domaine de la réponse humanitaire à Kinshasa et en provinces ;</li> <li>- Renforcement des capacités des organisations féminines sur la mise en œuvre de la réponse humanitaire sensible</li> </ul>                                                                                                                                                                                        | SN 1325, Ministères Affaires Sociales, Actions Humanitaires, Droits Humains, Intérieur, PTF                                   |

|                                                                                                         | réponse sensible au genre et conflits                                                                                               | - Nombre de plaidoyers aboutis ;                                                                     | au genre et conflits,<br>- Plaidoyers pour l'exécution des programmes humanitaires par les organisations nationales et locales                                                                                                                                                                            |                                                                                  |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Objectif 3: Renforcer la lutte contre la criminalité urbaine</b>                                     | - Le nombre de crimes en milieux urbains réduit                                                                                     | - Nbre de personnes sensibilisées<br><br>- Nombre de plaidoyers menés aboutis                        | - Organisation des campagnes de sensibilisation de masse contre le port d'arme illicite et la consommation abusive des boissons alcoolisées<br>- Organisation des Plaidoyers auprès des autorités compétentes pour une meilleure politique de prévention et de prise en charge de la criminalité urbaine. | Secrétariats Permanents 1325/MINGFAE, Ministères sectoriels (Défense, Intérieur, |
| <b>Objectif 4 : Appuyer la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme</b> | - Les mesures pour lutter contre le blanchiment des capitaux et la lutte contre le terrorisme sont renforcées                       | - Nombre désagrége de personnes sensibilisées<br>- Nombre des plaidoyers menés aboutis               | - Sensibilisation des communautés sur le danger lié au terrorisme et au blanchiment des capitaux<br>- Plaidoyers auprès des autorités compétences pour l'adoption des mesures contre le terrorisme.                                                                                                       | SN 1325/MINGFAE, Intérieur, Justice, Défense Nationale, CJVFT, P-DDRCS...)       |
| <b>Objectif 5 : Lutter contre les violences sexuelles à travers la cybercriminalité</b>                 | - Les femmes et les filles victimes dénoncent<br>- Les auteurs de cybercriminalité envers les femmes et les filles sont sanctionnés | - Nombres des personnes touchées par la vulgarisation<br>- Nombres des personnels judiciaires formés | - Vulgarisation du code numérique congolais auprès des femmes et filles;<br>- Encourager les filles dénoncer les attaques dont elles sont victimes<br>- Renforcer les capacités des magistrats en matière de cybercriminalité ;                                                                           | SN 1325 JUSTICE NUMERIQUE                                                        |

| COORDINATION, SUIVI ET ÉVALUATION                                                                                                   |                                                                                  |                                                      |                                                                    |              |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|--------------|
| OBJECTIFS                                                                                                                           | RÉSULTATS ATTENDUS                                                               | INDICATEURS                                          | ACTIVITÉS                                                          | ACTEURS      |
| Objectif 1 : Assurer l'appui au Secrétariat National 1325                                                                           | - La Coordination dispose d'un matériel roulant                                  | - Existence du Matériel Roulant                      | - Acquisition du Matériel Roulant                                  | SN 1325, PTF |
|                                                                                                                                     | - La Coordination dispose d'un matériel de bureau                                | - Existence Matériel de Bureau et consommable        | - Acquisition du Matériel de Bureau et consommable                 | SN 1325, PTF |
|                                                                                                                                     | - La Coordination dispose des moyens de communication et de l'internet           | - Existence des moyens de Communication et Internet  | - Acquisition de la Communication et Internet                      | SN 1325, PTF |
|                                                                                                                                     | - La Coordination accède et partage des informations                             | - Nombre de Réunions de Coordination tenues          | - Organisation des Réunions de Coordination                        | SN 1325, PTF |
| Objectif 2 : Assurer l'appui aux Secrétariats Provinciaux                                                                           | - La coordination renforce ses capacités et vulgarise les réalisations de la RDC | - Rapport d'activités                                | - Participation aux Conférences Régionales et Internationales      | SN 1325, PTF |
|                                                                                                                                     | - Les Secrétariats provinciaux disposent de Matériels et fournitures de bureau   | - Existence de matériels et fournitures              | - Octroi de Matériels et fournitures de bureau                     | SN 1325, PTF |
|                                                                                                                                     | - Les informations des secrétariats provinciaux sont partagées                   | - Les secrétariats provinciaux tiennent des réunions | - Appui aux Réunions de Coordinations provinciales                 | SN 1325, PTF |
|                                                                                                                                     | - Le serveur est opérationnel                                                    | - Existence du serveur                               | - Renouvellement et paiement serveur en ligne et maintenance       | SN 1325, PTF |
| Objectif 3 : Assurer la Maintenance et la Gestion de la base des données des intervenants et des intervenantes sur la mise en œuvre | - Les experts assurent une bonne gestion des données                             | - Nombre d'experts                                   | - Renforcements de capacités des Experts gestionnaires des données | SN 1325, PTF |
|                                                                                                                                     | - Les Données disponibles                                                        | - Existence des                                      | - Collecte des données en provinces                                |              |
|                                                                                                                                     | - Les Données sont accessibles à tous                                            | - Données                                            | - Publication des données                                          | SN 1325, PTF |
|                                                                                                                                     |                                                                                  | - Rapport de gestion des données                     |                                                                    |              |

# PLAN OPÉRATIONNEL POUR LES 4 ANNÉES DE MISE EN ŒUVRE

| ACTIVITÉS                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | SOUS ACTIVITÉS                                                 | BUDGET ANNUEL (en \$ US) |         |         |         | TOTAL   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|--------------------------|---------|---------|---------|---------|
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                | 2025                     | 2026    | 2027    | 2028    |         |
| AXE PARTICIPATION                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                                                                |                          |         |         |         |         |
| Résultat 1 : Les femmes et les filles participent à 40% dans les mécanismes locaux, provinciaux, nationaux, régionaux et internationaux de prévention et de règlement des conflits                                                                                                                            |                                                                |                          |         |         |         |         |
| Organisation de sessions de formation et de renforcement des capacités des femmes pour mieux acquérir les compétences, les aptitudes et les pratiques requises pour participer aux instances de prévention et de règlement des conflits tant au niveau local, provincial, national, régional qu'international | Reproduction des outils de renforcement des capacités          | 12.000                   |         |         |         | 12.000  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Formation des 50 formateurs                                    | 15.000                   |         |         |         | 15.000  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Organisation des ateliers de formations des femmes médiatrices | 172.000                  | 172.000 | 172.000 | 172.000 | 688.000 |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                | S/Total 1                |         |         |         | 715.000 |
| Plaidoyer pour l'octroi d'un statut légal particulier aux femmes médiatrices                                                                                                                                                                                                                                  | Élaboration de la note de plaidoyer                            | 13.000                   | 13.000  | 13.000  | 13.000  | 52.000  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Renforcement des compétences des acteurs                       | 26.000                   | 26.000  | 26.000  | 26.000  | 104.000 |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Séance de Plaidoyer                                            | 52.000                   | 52.000  | 52.000  | 52.000  | 208.000 |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                | S/Total 2                |         |         |         | 364.000 |
| Résultat 2. Les femmes et les filles sont mieux représentées dans les services de sécurité.                                                                                                                                                                                                                   |                                                                |                          |         |         |         |         |
| Plaidoyer auprès de différentes autorités pour la nomination des femmes dans les services de sécurité, à savoir la DGM, l'ANR, la PNC et les FARDC                                                                                                                                                            | Élaboration de la note de plaidoyer                            | 3.000                    |         |         |         | 3.000   |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Renforcement des capacités des acteurs                         | 26.000                   | 26.000  | 26.000  | 26.000  | 104.000 |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Séance de Plaidoyer                                            | 52.000                   | 52.000  | 52.000  | 52.000  | 208.000 |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                | S/Total 3                |         |         |         | 315.000 |

|                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                |        |        |        |        |                |                |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|--------|--------|--------|--------|----------------|----------------|
| Plaidoyer auprès de différentes autorités pour l'alignement des femmes sur les listes de candidats à la formation continue                                                                                                            | Élaboration de la note de plaidoyer                                            | 13.000 | 13.000 | 13.000 | 13.000 | 13.000         | 52.000         |
|                                                                                                                                                                                                                                       | Renforcement des capacités des acteurs                                         | 26.000 | 26.000 | 26.000 | 26.000 | 26.000         | 104.000        |
|                                                                                                                                                                                                                                       | Séance de Plaidoyer                                                            | 52.000 | 52.000 | 52.000 | 52.000 | 52.000         | 208.000        |
|                                                                                                                                                                                                                                       | <b>S/Total 4</b>                                                               |        |        |        |        |                | <b>315.000</b> |
| Plaidoyer auprès des Ministres de l'intérieur et de la défense pour le respect et l'application des textes des lois                                                                                                                   | Reproduction des outils de plaidoyers                                          | 12.000 |        |        |        |                | 12.000         |
|                                                                                                                                                                                                                                       | Organisation des plaidoyers                                                    | 45.000 | 45.000 | 45.000 | 45.000 | 45.000         | 180.000        |
| <b>S/Total 5</b>                                                                                                                                                                                                                      |                                                                                |        |        |        |        |                |                |
| <b>Résultat 3. Les femmes et les filles participent dans les instances de prise de décision des institutions socio-politiques à 35% au niveau national, à 20% au niveau provincial et local, et à 40% dans la magistrature.</b>       |                                                                                |        |        |        |        |                |                |
| Production d'une cartographie certifiée des instances de prise de décision des institutions socio-politiques, économiques et culturelles publiques et privées.                                                                        | Élaboration des outils de collectes des données ;                              | 13.000 |        |        |        |                | 13.000         |
|                                                                                                                                                                                                                                       | Collecte des données ou d'informations ;                                       | 18.200 |        |        |        |                | 18.200         |
|                                                                                                                                                                                                                                       | Production du rapport                                                          | 91.000 |        |        |        |                | 91.000         |
|                                                                                                                                                                                                                                       | <b>S/Total 6</b>                                                               |        |        |        |        |                | <b>122.000</b> |
| Plaidoyer auprès de différentes autorités pour la nomination des femmes dans des instances de prise de décision des institutions socio- politiques, économiques et culturelles publiques et privées ainsi que dans leurs directoires. | Élaboration de la note de plaidoyer                                            | 13.000 | 13.000 | 13.000 | 13.000 | 13.000         | 52.000         |
|                                                                                                                                                                                                                                       | Renforcement des capacités de l'équipe des acteurs                             | 26.000 | 26.000 | 26.000 | 26.000 | 26.000         | 104.000        |
|                                                                                                                                                                                                                                       | Plaidoyer proprement dits                                                      | 52.000 | 52.000 | 52.000 | 52.000 | 52.000         | 208.000        |
| Sensibilisation des filles à la carrière de magistrat                                                                                                                                                                                 | Sensibilisations des filles à embrasser la carrière des magistrats             | 75.000 |        |        |        | 75.000         | 150.000        |
|                                                                                                                                                                                                                                       | Plaidoyers pour l'équité dans l'avancement en grade au sein de la magistrature | 52.000 |        |        |        |                | 52.000         |
| <b>S/Total 7</b>                                                                                                                                                                                                                      |                                                                                |        |        |        |        | <b>566.000</b> |                |

|                                                                                                                                                                                                                                         |                                                                                     |         |         |         |         |  |                  |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------|---------|---------|--|------------------|
| Plaidoyer auprès des autorités pour la révision des lois avec intégration de la dimension Genre, notamment la loi n°15/013 du 01 août 2015 portant modalités d'application des droits de la femme et de la parité et la loi électorale. | Analyse Genre des lois                                                              | 10.000  |         |         |         |  | 10.000           |
|                                                                                                                                                                                                                                         | Renforcement des capacités                                                          | 52.000  |         |         |         |  | 52.000           |
|                                                                                                                                                                                                                                         | Séances de plaidoyer                                                                | 12.000  | 12.000  | 12.000  | 12.000  |  | 48.000           |
|                                                                                                                                                                                                                                         | <b>S/Total 8</b>                                                                    |         |         |         |         |  | <b>110.000</b>   |
| Organisation de sessions de formation des femmes sur le leadership féminin                                                                                                                                                              | Reproduction des supports de formation                                              | 10.000  |         |         |         |  | 10.000           |
|                                                                                                                                                                                                                                         | Formation de 60 formateurs                                                          | 21.000  |         |         |         |  | 21.000           |
|                                                                                                                                                                                                                                         | Tenue des ateliers de formations dans les provinces                                 | 45.000  | 45.000  | 45.000  | 45.000  |  | 180.000          |
| <b>S/Total 9</b>                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                     |         |         |         |         |  | <b>211.000</b>   |
| Organisation de sessions de coaching et de mentorat de potentielles candidates                                                                                                                                                          | Dialogues intergénérationnels basés sur le coaching et le transfert des compétences |         | 75.000  | 75.000  | 75.000  |  | 225.000          |
| <b>S/Total 5</b>                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                     |         |         |         |         |  | <b>225.000</b>   |
| <b>Coût total Axe Participation</b>                                                                                                                                                                                                     |                                                                                     |         |         |         |         |  | <b>3.135.000</b> |
| <b>AXE 2 : PRÉVENTION</b>                                                                                                                                                                                                               |                                                                                     |         |         |         |         |  |                  |
| <b>Résultat 1 : Les membres de la communauté ont amélioré leurs connaissances sur le PAN 3, la R.1325, les Résolutions connexes et les instruments juridiques de prévention des violences contre les femmes et les jeunes filles</b>    |                                                                                     |         |         |         |         |  |                  |
| Organiser à l'intention des acteurs de mise en œuvre dans toutes les provinces, des ateliers de vulgarisation du Plan d'Action National de 3 <sup>ème</sup> génération, ainsi que les instruments juridiques qui s'y rapportent.        | Elaboration de la stratégie intégrée de communication et de vulgarisation           | 12.000  |         |         |         |  | 12.000           |
|                                                                                                                                                                                                                                         | Production des outils de vulgarisation (dépliant, brochure, chant, sketches)        | 130.000 | 130.000 |         |         |  | 260.000          |
|                                                                                                                                                                                                                                         | Impression et reproduction des outils de vulgarisation                              | 330.000 | 330.000 | 330.000 | 330.000 |  | 1.320.000        |
|                                                                                                                                                                                                                                         | Dissémination des supports de vulgarisation                                         | 150.000 | 150.000 | 150.000 | 150.000 |  | 600.000          |
|                                                                                                                                                                                                                                         | Atelier de vulgarisation du PAN dans les provinces                                  |         | 82.000  | 82.000  |         |  | 164.000          |
|                                                                                                                                                                                                                                         | Session de sensibilisation dans les provinces                                       | 220.000 | 220.000 | 220.000 | 220.000 |  | 880.000          |
| <b>S/Total 1</b>                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                     |         |         |         |         |  | <b>3.236.000</b> |

|                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                  |         |         |         |           |         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------|---------|-----------|---------|
| Animer des émissions radiotélévisées sur la Résolution 1325, les résolutions connexes et le PAN 1325 III et diffuser à travers les médias (réseaux sociaux).                                      | Recrutement d'un chargé de communication                                                                         | 25.000  | 25.000  | 25.000  | 25.000    | 100.000 |
|                                                                                                                                                                                                   | Localisation des espaces radiotélévisés (radio, télévision ; presse écrites et autres canaux)                    | 50.000  | 50.000  | 50.000  | 50.000    | 200.000 |
|                                                                                                                                                                                                   | Animation de 40 émissions radiotélévisées, des forums en ligne par province sur l'agenda femme, paix et sécurité | 112.000 | 112.000 | 112.000 | 112.000   | 448.000 |
|                                                                                                                                                                                                   | S/Total 2                                                                                                        |         |         |         |           | 748.000 |
| Résultat 2 : Les femmes et les filles sont intégrées dans les services de sécurité et d'intelligence                                                                                              |                                                                                                                  |         |         |         |           |         |
| Organisation des campagnes de sensibilisation pour le recrutement et l'intégration des femmes et des filles au sein de forces de sécurité et d'intelligence                                       | Élaboration des outils de sensibilisation                                                                        | 12.000  |         |         |           | 12.000  |
|                                                                                                                                                                                                   | Reproduction des outils de sensibilisation                                                                       | 120.000 | 120.000 | 120.000 | 120.000   | 480.000 |
|                                                                                                                                                                                                   | Sessions de sensibilisation                                                                                      | 176.000 | 176.000 | 176.000 | 176.000   | 704.000 |
| S/Total 3                                                                                                                                                                                         |                                                                                                                  |         |         |         | 1.196.000 |         |
| Organiser des matinées d'échange sur la prise en compte du genre dans les services de sécurité                                                                                                    | Matinée d'échanges                                                                                               | 78.000  | 78.000  | 78.000  | 78.000    | 312.000 |
| S/Total 4                                                                                                                                                                                         |                                                                                                                  |         |         |         | 312.000   |         |
| Organisation des journées portes ouvertes des forces de sécurité et d'intelligence à l'attention des femmes et des filles                                                                         |                                                                                                                  | 96.000  | 96.000  | 96.000  | 96.000    | 384.000 |
| S/Total 5                                                                                                                                                                                         |                                                                                                                  |         |         |         | 384.000   |         |
| Organiser des plaidoyers auprès des autorités des services de sécurité pour améliorer les conditions sexospécifiques des femmes ainsi que d'avancement en grade au sein des services de sécurité. | Élaboration de la note de plaidoyer                                                                              | 13.000  | 13.000  | 13.000  | 13.000    | 52.000  |
|                                                                                                                                                                                                   | Renforcement des capacités des acteurs                                                                           | 26.000  | 26.000  | 26.000  | 26.000    | 104.000 |
|                                                                                                                                                                                                   | Séance de Plaidoyer                                                                                              | 52.000  | 52.000  | 52.000  | 52.000    | 208.000 |
| S/Total 6                                                                                                                                                                                         |                                                                                                                  |         |         |         | 364.000   |         |

| Résultat 3 : Les acteurs clés sont sensibilisés sur la masculinité positive.                                                                                                                                                               |                                                                              |         |         |         |  |  |  |                   |                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|---------|---------|---------|--|--|--|-------------------|------------------|
| Organisation des campagnes de sensibilisation, des tables rondes sur la masculinité positive à l'intention des acteurs clés dans les zones en conflit (Leaders d'opinion, chefs religieux, leaders traditionnels, chefs de familles, etc). | Élaboration des outils de sensibilisation                                    | 12.000  |         |         |  |  |  |                   | 12.000           |
|                                                                                                                                                                                                                                            | Production des outils de sensibilisation                                     | 110.000 | 110.000 |         |  |  |  |                   | 220.000          |
|                                                                                                                                                                                                                                            | Formation des 50 formateurs                                                  | 20.000  |         |         |  |  |  |                   | 20.000           |
|                                                                                                                                                                                                                                            | Sessions de sensibilisation                                                  | 520.000 | 520.000 | 520.000 |  |  |  | 520.000           | 2.080.000        |
|                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                              |         |         |         |  |  |  | <b>S/Total 7</b>  | <b>2.312.000</b> |
| Plaidoyers pour l'intégration de la dimension genre dans les politiques et programmes de prévention des conflits et consolidation de la paix.                                                                                              | Élaboration de la note de plaidoyer                                          | 3.000   |         |         |  |  |  |                   | 30.000           |
|                                                                                                                                                                                                                                            | Renforcement des capacités des acteurs                                       | 12.000  |         |         |  |  |  |                   | 12.000           |
|                                                                                                                                                                                                                                            | Sessions de plaidoyer                                                        | 52.000  | 52.000  |         |  |  |  | 52.000            | 208.000          |
|                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                              |         |         |         |  |  |  | <b>S/Total 8</b>  | <b>250.000</b>   |
| Résultat 4 : Les mécanismes communautaires d'alerte précoce, de dialogue et de résolution de conflits sont mis en place et opérationnels                                                                                                   |                                                                              |         |         |         |  |  |  |                   |                  |
| Installation des comités d'alerte précoce, de médiation et des Secrétariats provinciaux 1325 en souffrance                                                                                                                                 | Mise en place des noyaux de prévention des conflits au sein des communautés  |         | 100.000 | 50.000  |  |  |  | 50.000            | 200.000          |
|                                                                                                                                                                                                                                            | Poursuite d'installation et redynamisation des secrétariats provinciaux 1325 | 55.000  | 55.000  |         |  |  |  | 55.000            | 220.000          |
|                                                                                                                                                                                                                                            | Accompagnement des provinces à l'élaboration des plans provinciaux           | 80.000  | 80.000  |         |  |  |  | 80.000            | 320.000          |
|                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                              |         |         |         |  |  |  | <b>S/Total 9</b>  | <b>740.000</b>   |
| Formation des femmes et des filles en techniques d'alerte précoce, de médiation et de règlement pacifique de conflits                                                                                                                      | Élaboration des outils de formation                                          | 15.000  |         |         |  |  |  |                   | 15.000           |
|                                                                                                                                                                                                                                            | Ateliers de formation                                                        | 78.000  | 78.000  |         |  |  |  | 78.000            | 312.000          |
|                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                              |         |         |         |  |  |  | <b>S/Total 10</b> | <b>327.000</b>   |
| Organisation des plaidoyers auprès des décideurs pour intégrer les femmes dans les mécanismes de négociation, de médiation et de résolution pacifique de conflits.                                                                         | Élaboration de la note de plaidoyer                                          | 3.000   |         |         |  |  |  |                   | 3.000            |
|                                                                                                                                                                                                                                            | Renforcement des capacités des acteurs                                       | 12.000  |         |         |  |  |  |                   | 12.000           |
|                                                                                                                                                                                                                                            | Sessions de plaidoyer                                                        | 52.000  | 52.000  |         |  |  |  | 52.000            | 208.000          |
|                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                              |         |         |         |  |  |  | <b>S/Total 11</b> | <b>223.000</b>   |

| Résultat 5 : Le taux d'enrôlement d'enfants soldats au sein des groupes armés est réduit.                                                                                                            |                                                                                                                  |         |         |         |  |                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------|---------|--|------------------|
| Organisation des campagnes de sensibilisation et d'interdiction contre l'enrôlement des enfants dans les groupes armés dans cinq provinces chaudes (Nord-Kivu, Sud-Kivu, Ituri, Maniema, Tanganyika) | Élaboration des outils de sensibilisation                                                                        | 12.000  |         |         |  | 12.000           |
|                                                                                                                                                                                                      | Production des outils de sensibilisation                                                                         | 110.000 | 110.000 |         |  | 220.000          |
|                                                                                                                                                                                                      | Formation des 50 formateurs                                                                                      | 20.000  |         |         |  | 20.000           |
|                                                                                                                                                                                                      | Sessions de sensibilisation                                                                                      | 520.000 | 520.000 | 520.000 |  | 2.080.000        |
| <b>S/Total 12</b>                                                                                                                                                                                    |                                                                                                                  |         |         |         |  | <b>2.332.000</b> |
| Poursuivre le processus de signature de l'acte d'engagement par les chefs des groupes armés contre l'enrôlement des enfants                                                                          | Élaboration de la note de plaidoyer                                                                              | 3.000   |         |         |  | 3.000            |
|                                                                                                                                                                                                      | Renforcement des capacités des acteurs                                                                           | 12.000  |         |         |  | 12.000           |
|                                                                                                                                                                                                      | Sessions de plaidoyer                                                                                            | 25.000  | 25.000  | 25.000  |  | 100.000          |
| <b>S/Total 13</b>                                                                                                                                                                                    |                                                                                                                  |         |         |         |  | <b>115.000</b>   |
| Résultat 6a : Cartographie des sociétés et projets d'exploitation des ressources naturelles et minières locales disponibles.                                                                         |                                                                                                                  |         |         |         |  |                  |
| Cartographier les différentes sociétés et projets qui exploitent les ressources naturelles et minières locales.                                                                                      | Élaboration des outils d'identification                                                                          | 3.000   |         |         |  | 3.000            |
|                                                                                                                                                                                                      | Identification des différentes sociétés et projets qui exploitent les ressources naturelles et minières locales. | 15.000  |         |         |  | 15.000           |
| <b>S/Total 14</b>                                                                                                                                                                                    |                                                                                                                  |         |         |         |  | <b>18.000</b>    |
| Résultat 6b : Les communautés locales, les femmes et les filles en particulier participent dans l'exploitation des ressources naturelles                                                             |                                                                                                                  |         |         |         |  |                  |
| Plaidoyer auprès des responsables qui exploitent les ressources naturelles et minières en vue de l'inclusion de toutes les communautés pour garantir la cohésion sociale.                            | Élaboration de la note de plaidoyer                                                                              | 3.000   |         |         |  | 3.000            |
|                                                                                                                                                                                                      | Renforcement des capacités des acteurs                                                                           | 12.000  |         |         |  | 12.000           |
|                                                                                                                                                                                                      | Sessions de plaidoyer                                                                                            | 25.000  | 25.000  | 25.000  |  | 100.000          |
| <b>S/Total 15</b>                                                                                                                                                                                    |                                                                                                                  |         |         |         |  | <b>115.000</b>   |
| Résultat 6c : Les entrepreneurs et les communautés locales améliorent leurs connaissances sur la loi de la sous-traitance et l'exploitation artisanale                                               |                                                                                                                  |         |         |         |  |                  |
| Sensibiliser entrepreneurs locaux et communautés locales sur la Loi de la sous-traitance et l'exploitation artisanale des minerais.                                                                  | Élaboration de la stratégie de intégrée de communication et vulgarisation                                        | 12.000  |         |         |  | 12.000           |
|                                                                                                                                                                                                      | Production des outils de vulgarisation (Dépliant, brochures, chant, sketch)                                      | 125.000 |         |         |  | 125.000          |

|                                                                                                                                                         |                                                                             |         |        |        |        |  |                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|---------|--------|--------|--------|--|-------------------|
|                                                                                                                                                         | Impression et reproduction des outils de vulgarisation                      | 220.000 |        |        |        |  | 220.000           |
|                                                                                                                                                         | Dissémination des supports de vulgarisation                                 | 130.000 |        |        |        |  | 130.000           |
|                                                                                                                                                         | Sessions de sensibilisation                                                 | 96.000  | 84.000 | 96.000 | 96.000 |  | 372.000           |
| <b>S/Total 16</b>                                                                                                                                       |                                                                             |         |        |        |        |  | <b>859.300</b>    |
| <b>Coût total Axe Prévention</b>                                                                                                                        |                                                                             |         |        |        |        |  | <b>13.531.300</b> |
| <b>AXE 3. PROTECTION</b>                                                                                                                                |                                                                             |         |        |        |        |  |                   |
| <b>Résultat 1 : Les droits des femmes et des filles sont protégés</b>                                                                                   |                                                                             |         |        |        |        |  |                   |
| Organisation des campagnes de vulgarisation et sensibilisation des instruments juridiques relatifs aux droits des femmes et des filles                  | Élaboration de la stratégie intégrée de communication et de vulgarisation   | 12.000  |        |        |        |  | 12.000            |
|                                                                                                                                                         | Production des outils de vulgarisation (Dépliant, brochures, chant, sketch) | 125.000 |        |        |        |  | 125.000           |
|                                                                                                                                                         | Impression et reproduction des outils de vulgarisation                      | 170.000 |        |        |        |  | 170.000           |
|                                                                                                                                                         | Dissémination des supports de vulgarisation                                 | 58.000  | 58.000 | 58.000 | 58.000 |  | 232.000           |
|                                                                                                                                                         | Ateliers de sensibilisation et de vulgarisation                             | 92.000  | 92.000 | 92.000 | 92.000 |  | 368.000           |
|                                                                                                                                                         | <b>S/Total 1</b>                                                            |         |        |        |        |  | <b>907.000</b>    |
| Plaidoyer pour la construction des centres pénitentiers réservés aux femmes et aux filles                                                               | Élaboration de la note de plaidoyer                                         | 3.000   |        |        |        |  | 3.000             |
|                                                                                                                                                         | Renforcement des capacités des acteurs                                      | 12.000  |        |        |        |  | 12.000            |
|                                                                                                                                                         | Sessions de plaidoyer                                                       | 25.000  | 25.000 | 25.000 | 25.000 |  | 100.000           |
| <b>S/Total 2</b>                                                                                                                                        |                                                                             |         |        |        |        |  | <b>115.000</b>    |
| Renforcement des capacités des personnels judiciaires (magistrats, greffiers, huissiers, et auxiliaires de la justice (Avocats Défenseurs judiciaires). | Élaboration des outils de formation                                         | 15.000  |        |        |        |  | 15.000            |
|                                                                                                                                                         | Atelier de renforcement des capacités                                       | 78.000  | 78.000 | 78.000 | 78.000 |  | 312.000           |
| <b>S/Total 3</b>                                                                                                                                        |                                                                             |         |        |        |        |  | <b>327.000</b>    |

|                                                                                                                                                  |                                                                   |        |        |        |        |         |         |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|--------|--------|--------|--------|---------|---------|
| Plaidoyer pour la poursuite et l'installation des postes de police de proximité sur toute l'étendue du territoire national.                      | Élaboration de la note de plaidoyer                               | 3.000  |        |        |        |         | 3.000   |
|                                                                                                                                                  | Renforcement des capacités des acteurs                            | 12.000 |        |        |        |         | 12.000  |
|                                                                                                                                                  | Sessions de plaidoyer                                             | 25.000 | 25.000 | 25.000 | 25.000 |         | 100.000 |
|                                                                                                                                                  | S/Total 4                                                         |        |        |        |        |         | 115.000 |
| Organisation des plaidoyers pour la réhabilitation et la sécurisation des camps des réfugiés et des déplacés victimes de conflits armés.         | Élaboration de la note de plaidoyer                               | 3.000  |        |        |        |         | 3.000   |
|                                                                                                                                                  | Renforcement des capacités des acteurs                            | 12.000 |        |        |        |         | 12.000  |
|                                                                                                                                                  | Sessions de plaidoyer                                             | 25.000 | 25.000 | 25.000 | 25.000 |         | 100.000 |
|                                                                                                                                                  | S/Total 5                                                         |        |        |        |        |         | 115.000 |
| Résultat 2 : Les auteurs des actes de violences sexuelles, des droits des femmes et des filles sont jugés et condamnés                           |                                                                   |        |        |        |        |         |         |
| Sensibilisation des magistrats sur l'application stricte des lois lors des procès des auteurs des violations des droits des femmes et des filles | Atelier de sensibilisation                                        | 52.000 | 52.000 | 52.000 | 52.000 | 208.000 |         |
|                                                                                                                                                  | S/Total 6                                                         |        |        |        |        |         | 208.000 |
| Documentation des dossiers des violations des droits des femmes et des filles.                                                                   | Étude sur les dossiers des violations des droits humains          |        | 25.000 |        |        | 25.000  |         |
|                                                                                                                                                  | S/Total 7                                                         |        |        |        |        |         | 25.000  |
| Appuis apportés aux tribunaux chargés de juger des cas de violations des droits fondamentaux des femmes et des filles.                           | Appui logistique                                                  | 45.000 | 45.000 | 45.000 | 45.000 | 180.000 |         |
|                                                                                                                                                  | S/Total 8                                                         |        |        |        |        |         | 180.000 |
| Renforcement des capacités des agents etdes auxiliaires de la justice sur la lutte contre les violences sexuelles.                               | Élaboration des outils de formation                               | 15.000 |        |        |        | 15.000  |         |
|                                                                                                                                                  | Ateliers de renforcement des capacités                            | 78.000 | 78.000 | 78.000 | 78.000 | 312.000 |         |
|                                                                                                                                                  | S/Total 9                                                         |        |        |        |        |         | 327.000 |
| Résultat 3 : La réduction du taux de commission de traite des personnes                                                                          |                                                                   |        |        |        |        |         |         |
| Cartographie des cas de traite les plus récurrents au pays.                                                                                      | Élaboration de l'outil de collecte                                | 10.000 |        |        |        | 10.000  |         |
|                                                                                                                                                  | Collecte des données sur les crimes organisés les plus récurrents | 52.000 |        |        |        | 52.000  |         |
|                                                                                                                                                  | S/Total 10                                                        |        |        |        |        |         | 62.000  |

|                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                    |         |        |         |        |                   |                                  |                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|---------|--------|---------|--------|-------------------|----------------------------------|------------------|
| Sensibilisation de la communauté sur la traite des personnes                                                                                                                                                                                                 | Élaboration des outils de sensibilisation                                          | 12.000  |        |         |        | 12.000            |                                  |                  |
|                                                                                                                                                                                                                                                              | Production des outils de sensibilisation                                           | 110.000 |        |         |        | 110.000           |                                  |                  |
|                                                                                                                                                                                                                                                              | Formation des 50 formateurs                                                        | 20.000  |        |         |        | 20.000            |                                  |                  |
|                                                                                                                                                                                                                                                              | Sessions de sensibilisation                                                        | 98.000  | 98.000 | 98.000  | 98.000 | 392.000           |                                  |                  |
|                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                    |         |        |         |        | <b>S/Total 11</b> | <b>534.000</b>                   |                  |
| Organisation des formations des acteurs de première ligne intervenants dans la traite des personnes.                                                                                                                                                         | Reproduction des outils de renforcement des capacités                              | 12.000  |        |         |        | 12.000            |                                  |                  |
|                                                                                                                                                                                                                                                              | Formation des 50 formateurs                                                        | 15.000  |        |         |        | 15.000            |                                  |                  |
|                                                                                                                                                                                                                                                              | Tenue des ateliers de formations                                                   | 110.000 | 98.000 | 98.000  | 72.000 | 378.000           |                                  |                  |
|                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                    |         |        |         |        |                   | <b>S/Total 12</b>                | <b>405.000</b>   |
| Monitoring des interventions régulières mis en place par les autorités compétentes dans le cadre de la lutte contre la traite des personnes (procédure judiciaires, interventions sécuritaires, contrôle aux frontières, mesures de protection des enfants). | Élaboration de la note de plaidoyer                                                | 3.000   |        |         |        | 3.000             |                                  |                  |
|                                                                                                                                                                                                                                                              | Renforcement des capacités des acteurs                                             | 12.000  |        |         |        | 12.000            |                                  |                  |
|                                                                                                                                                                                                                                                              | Sessions de plaidoyer                                                              | 25.000  | 25.000 | 25.000  | 25.000 | 100.000           |                                  |                  |
|                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                    |         |        |         |        |                   | <b>S/Total 13</b>                | <b>115.000</b>   |
|                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                    |         |        |         |        |                   | <b>Coût Total Axe Protection</b> | <b>3.435.000</b> |
| AXE 4. RELÈVEMENT                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                                    |         |        |         |        |                   |                                  |                  |
| Résultat 1a : Les mécanismes de gestion et de résolution pacifique des conflits intègrent le genre dans leurs programmes et actions.                                                                                                                         |                                                                                    |         |        |         |        |                   |                                  |                  |
| Identification des mécanismes et programmes de relèvement                                                                                                                                                                                                    | Élaboration de l'outil d'identification des mécanismes et programmes de relèvement | 3.000   |        |         |        | 3.000             |                                  |                  |
|                                                                                                                                                                                                                                                              | Collecte des données des mécanismes et programmes de relèvement                    |         | 52.000 | 45.000  | 35.000 | 132.000           |                                  |                  |
|                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                    |         |        |         |        |                   | <b>S/Total 1</b>                 | <b>135.000</b>   |
|                                                                                                                                                                                                                                                              | Conception des outils de l'audit genre                                             | 15.000  |        |         |        | 15.000            |                                  |                  |
| Organisation de l'Audit/diagnostic genre dans les mécanismes de gestion et résolution des conflits.                                                                                                                                                          | Cartographie des mécanismes de gestion et résolution des conflits.                 | 17.300  |        |         |        | 17.300            |                                  |                  |
|                                                                                                                                                                                                                                                              | Audit genre des mécanismes de gestion et résolution des conflits.                  | 120.000 |        | 120.000 |        | 240.000           |                                  |                  |
|                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                    |         |        |         |        |                   | <b>S/Total 2</b>                 | <b>272.300</b>   |

| Résultat 1b : Les mécanismes de gestion et résolution des conflits se dotent d'une stratégie interne d'intégration du genre                                                                                       |                                                                                           |         |         |         |           |           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------|---------|-----------|-----------|
| Plaidoyers pour l'élaboration de la stratégie interne d'intégration du genre dans les mécanismes de gestion et résolution des conflits.                                                                           | Élaboration de la note de plaidoyer                                                       | 3.000   |         |         |           | 3.000     |
|                                                                                                                                                                                                                   | Renforcement des capacités des acteurs                                                    | 12.000  |         |         |           | 12.000    |
|                                                                                                                                                                                                                   | Sessions de plaidoyer                                                                     | 25.000  | 25.000  | 25.000  | 25.000    | 100.000   |
|                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                           |         |         |         | S/Total 3 | 115.000   |
| Résultat 1c : Les décideurs améliorent le taux de participation des femmes dans les mécanismes de gestion et résolution pacifique des conflits.                                                                   |                                                                                           |         |         |         |           |           |
| Plaidoyers pour l'élaboration de la stratégie interne d'intégration du genre dans les mécanismes de gestion et résolution des conflits                                                                            | Élaboration de la note de plaidoyer                                                       | 3.000   |         |         |           | 3.000     |
|                                                                                                                                                                                                                   | Renforcement des capacités des acteurs                                                    | 12.000  |         |         |           | 12.000    |
|                                                                                                                                                                                                                   | Sessions de plaidoyer                                                                     | 25.000  | 25.000  | 25.000  | 25.000    | 100.000   |
|                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                           |         |         |         | S/Total 4 | 115.000   |
| Résultat 2a : Les femmes et les Filles sont formées sur l'entrepreneuriat.                                                                                                                                        |                                                                                           |         |         |         |           |           |
| Organisation des ateliers de renforcement des capacités sur l'entrepreneuriat féminin dans les zones en conflits.                                                                                                 | Reproduction des outils de renforcement des capacités                                     | 12.000  |         |         |           | 12.000    |
|                                                                                                                                                                                                                   | Formation des 50 formateurs                                                               | 25.000  |         |         |           | 25.000    |
|                                                                                                                                                                                                                   | Tenue des ateliers de formations sur l'entrepreneuriat féminin dans les zones en conflits | 250.000 | 250.000 | 250.000 | 250.000   | 1.000.000 |
|                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                           |         |         |         | S/Total 5 | 1.037.000 |
| Résultat 2b : Les femmes et les filles reçoivent un appui financier pour leurs projets et des kits pour leur autonomisation.                                                                                      |                                                                                           |         |         |         |           |           |
| Plaidoyers auprès des bailleurs pour l'allocation des Kits d'autonomisation des femmes et filles victimes des conflits armés.                                                                                     | Élaboration de la note de plaidoyer                                                       | 3.000   |         |         |           | 3.000     |
|                                                                                                                                                                                                                   | Renforcement des capacités des acteurs                                                    | 12.000  |         |         |           | 12.000    |
|                                                                                                                                                                                                                   | Sessions de plaidoyer                                                                     | 25.000  | 25.000  | 25.000  | 25.000    | 100.000   |
|                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                           |         |         |         | S/Total 6 | 115.000   |
| Plaidoyers auprès des autorités pour l'amélioration des conditions des centres d'alphabétisation des femmes et des filles victimes de conflits et la réintégration des filles dans le système éducatif classique. | Élaboration de la note de plaidoyer                                                       | 3.000   |         |         |           | 3.000     |
|                                                                                                                                                                                                                   | Renforcement des capacités des acteurs                                                    | 12.000  |         |         |           | 12.000    |
|                                                                                                                                                                                                                   | Sessions de plaidoyer                                                                     | 25.000  | 25.000  | 25.000  | 25.000    | 100.000   |
|                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                           |         |         |         | S/Total 7 | 115.000   |

| Résultat 3 : Des lignes des crédits sont ouvertes dans les budgets National et provinciaux.                                                                               |                                                                                                                                                      |        |        |        |  |  |           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|--------|--------|--|--|-----------|
| Plaidoyers auprès des autorités budgétaires pour l'octroi des crédits.                                                                                                    | Élaboration de la note de plaidoyer                                                                                                                  | 3.000  |        |        |  |  | 3.000     |
|                                                                                                                                                                           | Renforcement des capacités des acteurs                                                                                                               | 12.000 |        |        |  |  | 12.000    |
|                                                                                                                                                                           | Sessions de plaidoyer                                                                                                                                | 25.000 | 25.000 | 25.000 |  |  | 100.000   |
| S/Total 8                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                      |        |        |        |  |  | 115.000   |
| Coût Total Axe Relèvement                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                      |        |        |        |  |  | 2.019.000 |
| AXE 5. GESTION DES CONFLITS ÉMERGENTS                                                                                                                                     |                                                                                                                                                      |        |        |        |  |  |           |
| Résultat 1a : La cartographie des organisations est disponible.                                                                                                           |                                                                                                                                                      |        |        |        |  |  |           |
| Cartographier les organisations en charge de la gestion des ressources et catastrophes naturelles ainsi que des effets des changements climatiques.                       | Élaboration des outils d'identification                                                                                                              | 12.000 |        |        |  |  | 12.000    |
|                                                                                                                                                                           | Identification des organisations en charge de la gestion des ressources et catastrophes naturelles ainsi que des effets des changements climatiques. | 25.000 |        |        |  |  | 25.000    |
| S/Total 1                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                      |        |        |        |  |  | 37.000    |
| Résultat 1b : Les femmes améliorent leurs connaissances en techniques prévention et gestion des catastrophes naturelles et changement climatique.                         |                                                                                                                                                      |        |        |        |  |  |           |
| Renforcer les capacités des femmes et filles en prévention et gestion des catastrophes naturelles dans les provinces en conflits.                                         | Reproduction des outils de renforcement des capacités                                                                                                | 12.000 |        |        |  |  | 12.000    |
|                                                                                                                                                                           | Formation des 40 formateurs                                                                                                                          | 15.000 |        |        |  |  | 15.000    |
|                                                                                                                                                                           | Tenue des ateliers de formations en prévention et gestion des catastrophes naturelles dans les provinces en conflits.                                | 95.000 | 95.000 | 95.000 |  |  | 285.000   |
| S/Total 2                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                      |        |        |        |  |  | 285.000   |
| Résultat 1c : Les mécanismes de prévention et de gestion des catastrophes naturelles et changement climatique intègrent les besoins des femmes.                           |                                                                                                                                                      |        |        |        |  |  |           |
| Plaidoyer auprès des autorités pour intégrer des besoins des femmes dans les mécanismes de prévention et de gestion des catastrophes naturelles et changement climatique. | Élaboration de la note de plaidoyer                                                                                                                  | 3.000  |        |        |  |  | 3.000     |
|                                                                                                                                                                           | Renforcement des capacités des acteurs                                                                                                               | 12.000 |        |        |  |  | 12.000    |
|                                                                                                                                                                           | Sessions de plaidoyer                                                                                                                                | 25.000 | 25.000 | 25.000 |  |  | 100.000   |
| S/Total 3                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                      |        |        |        |  |  | 115.000   |

| Résultat 2 : Les mesures pour lutter contre le blanchiment des capitaux et le terrorisme sont renforcées                                                                 |                                                                                                |         |         |         |         |           |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------|---------|---------|-----------|
| Les femmes et les filles sont informées des mécanismes de protection juridique en cas de cyber criminalité et dénoncent                                                  | Sensibilisation des communautés sur le danger lié au terrorisme et au blanchiment des capitaux | 120.000 |         |         |         | 120.000   |
|                                                                                                                                                                          | Plaidoyers auprès des autorités compétences pour l'adoption des mesures contre le terrorisme.  | 24.000  |         |         |         | 24.000    |
| S/Total 4                                                                                                                                                                |                                                                                                |         |         |         |         | 144.000   |
| Résultat 3 : Le nombre de crimes urbains réduit.                                                                                                                         |                                                                                                |         |         |         |         |           |
| Mener des campagnes de sensibilisation de masse contre le port d'armes illicites.                                                                                        | Élaboration de la stratégie d'intégrée de communication et vulgarisation                       | 12.000  |         |         |         | 12.000    |
|                                                                                                                                                                          | Production des outils de vulgarisation (Dépliant, brochures, chant, sketch)                    | 125.000 | 125.000 |         |         | 250.000   |
|                                                                                                                                                                          | Impression et reproduction des outils de vulgarisation                                         | 220.000 |         |         |         | 220.000   |
|                                                                                                                                                                          | Dissémination des supports de vulgarisation                                                    | 130.000 |         |         |         | 130.000   |
|                                                                                                                                                                          | Sessions de sensibilisation                                                                    | 98.000  | 98.000  | 120.000 | 160.000 | 476.000   |
| S/Total 5                                                                                                                                                                |                                                                                                |         |         |         |         | 1.088.000 |
| Plaidoyer auprès des autorités compétentes pour une meilleure politique de prévention et de prise en charge de la criminalité urbaine et Sensibilisation de la jeunesse. | Élaboration de la note de plaidoyer                                                            | 12.000  |         |         |         | 12.000    |
|                                                                                                                                                                          | Renforcement des capacités des acteurs                                                         | 32.000  |         | 32.000  |         | 64.000    |
|                                                                                                                                                                          | Sessions de plaidoyer                                                                          | 52.000  | 52.000  | 52.000  | 52.000  | 208.000   |
|                                                                                                                                                                          | Dialogue intergénérationnel sur le désengagement des jeunes Kuluna                             | 120.000 | 120.000 | 120.000 | 120.000 | 480.000   |
| Remise des kit économiques aux jeunes Kuluna pour réinsertion                                                                                                            |                                                                                                |         |         |         |         | 750.000   |
| S/Total 6                                                                                                                                                                |                                                                                                |         |         |         |         | 1.514.000 |
| Résultat 3 Les auteurs des violences sexuelles à travers la cybercriminalité sont dénoncés et sanctionnés                                                                |                                                                                                |         |         |         |         |           |
| Lutte contre les auteurs des violences sexuelles à travers la cybercriminalité                                                                                           | Vulgarisation du code numérique congolais auprès des femmes et filles                          | 240.000 |         |         |         | 240.000   |
|                                                                                                                                                                          | Encourager les filles dénoncer les attaques dont elles sont victimes                           | 80.000  |         |         | 80.000  | 160.000   |

|                                                                                                                                                             |                                                                       |        |         |        |                  |                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|--------|---------|--------|------------------|------------------|
|                                                                                                                                                             | Appuyer la prise en charge juridique des victimes de cybercriminalité |        | 120.000 |        | 120.000          | 240.000          |
| <b>S/Total 7</b>                                                                                                                                            |                                                                       |        |         |        |                  | <b>640.000</b>   |
| <b>Coût Total Axe Gestion Des Conflits Émergents</b>                                                                                                        |                                                                       |        |         |        |                  | <b>3.823.000</b> |
| <b>COORDINATION, SUIVI ET ÉVALUATION</b>                                                                                                                    |                                                                       |        |         |        |                  |                  |
| <b>Résultat : Fonctionnement des Secrétariats National et Provinciaux est appuyé</b>                                                                        |                                                                       |        |         |        |                  |                  |
| Appui au Secrétariat National                                                                                                                               | Matériel Roulant                                                      |        | 75000   |        |                  | 75.000           |
|                                                                                                                                                             | Matériel de Bureau et consommable                                     | 3000   | 3000    | 3000   | 3000             | 12.000           |
|                                                                                                                                                             | Communication et Internet                                             | 2000   | 2000    | 2000   | 2000             | 8000             |
|                                                                                                                                                             | Réunion de Coordination                                               | 4000   | 4000    | 4000   | 4000             | 16.000           |
|                                                                                                                                                             | Conférence au niveau Régionaux et International                       | 16.000 | 16.000  | 16.000 | 16.000           | 64.000           |
| Appui aux Secrétariats provinciaux                                                                                                                          | Matériels et fournitures de bureau                                    | 30.000 | 30.000  | 30.000 | 30.000           | 120.000          |
|                                                                                                                                                             | Réunion de Coordination                                               | 25.000 | 25.000  | 25.000 | 25.000           | 100.000          |
|                                                                                                                                                             | Fonctionnement du Secrétariat National 1325                           | 85.000 | 85.000  | 85.000 | 85.000           | 340.000          |
|                                                                                                                                                             |                                                                       |        |         |        | <b>S/Total 1</b> | <b>735.000</b>   |
| <b>Maintenance et Gestion de la base des données des intervenants et des intervenantes sur la mise en œuvre est opérationnel et des données disponibles</b> |                                                                       |        |         |        |                  |                  |
| Nombre des Secrétariats Provinciaux qui transmettent régulièrement les données sur la mise en œuvre de la Résolution 1325 ; Baseline : 16 Cible 26          |                                                                       |        |         |        |                  |                  |
| Maintenance de gestion de la base des données 1325                                                                                                          | Paiement serveur en ligne et maintenance                              | 12.000 | 12.000  | 12.000 | 12.000           | 48.000           |
|                                                                                                                                                             | Renforcements de capacités des Experts gestionnaires des données      | 50.000 |         |        | 50.000           | 100.000          |
|                                                                                                                                                             | Collecte des données en provinces                                     | 60.000 | 60.000  | 60.000 | 60.000           | 240.000          |
|                                                                                                                                                             | Connexion internet pour transmission des données                      | 5200   | 5.200   | 5.200  | 5.200            | 20800            |
|                                                                                                                                                             | Publication des données                                               | 15.000 | 15.000  | 15.000 | 15.000           | 60.000           |
| <b>S/Total 2</b>                                                                                                                                            |                                                                       |        |         |        |                  | <b>468.800</b>   |

| Résultat...Le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du PAN 3 sont assurés                                       |  |                                                                                |        |        |         |                                              |         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--------------------------------------------------------------------------------|--------|--------|---------|----------------------------------------------|---------|------------|
| Nombre de rapport de suivi à impact réel Baseline ; 5 cible 8                                                       |  |                                                                                |        |        |         |                                              |         |            |
| Mobilisation des ressources interne et externes pour la mise en œuvre du PAN 1325 de la 3 <sup>ème</sup> génération |  | Organisation de la table ronde des partenaires pour le financement du PAN 1325 | 12000  |        |         |                                              | 12000   | 24.000     |
|                                                                                                                     |  |                                                                                | 5.000  |        |         |                                              |         | 5.000      |
|                                                                                                                     |  |                                                                                | 82.000 | 60.000 | 50.000  |                                              | 50.000  | 242.000    |
|                                                                                                                     |  |                                                                                | 12.000 | 12.000 | 12.000  |                                              | 12000   | 48.000     |
| Organisation des missions de Suivi et évaluation de la mise en œuvre du PAN 1325                                    |  | Tenue des réunions du Comité de Pilotage National                              | 50.000 | 50.000 | 50.000  |                                              | 50.000  | 200.000    |
|                                                                                                                     |  | Missions de suivi et évaluation du SN1325                                      |        |        | 125.000 |                                              |         | 125.000    |
| Elaboration du PAN 1325 de la 4 <sup>ème</sup> génération                                                           |  |                                                                                |        |        |         |                                              | 250.000 | 250.000    |
|                                                                                                                     |  |                                                                                |        |        |         | S/Total 3                                    |         | 894.000    |
|                                                                                                                     |  |                                                                                |        |        |         | Coût Total Coordination, Suivi et Évaluation |         | 2.097.000  |
|                                                                                                                     |  |                                                                                |        |        |         | COUT TOTAL DU PLAN OPÉRATIONNEL              |         | 28.040.300 |

# COMITÉ DE RÉDACTION

## Pour la Supervision :

- Madame Léonie KANDOLO OMOYI : Ministre du Genre, Famille et Enfant ;
- Madame Esther KAMWANA BIAYE : Secrétaire Générale au Ministère du Genre, Famille et Enfant ;
- Madame Annie MATUNDU MBAMBI : Conseillère en Genre au Ministère du Genre, Famille et Enfant

## Pour la rédaction

- Mr Gobi KINKUFI MBOLE : Consultant
- Mr Didier LAPIAR YIN WENI : Coordonnateur National du SN 1325
- Madame Lisette MAVUNGU : présidente de WILPF
- Madame NEBWE NGOIE Germaine : Police Nationale Congolaise
- Madame Natalie YOKA : RIEN SANS LES FEMMES
- Madame Sylvie ADOU GOUGOUA, Cheffe Pilier WPS, ONU FEMMES
- Monsieur HUGO Claus : ONU FEMMES
- Madame Cécile PELO : PNUD
- Mr Jean Joël TALAHUMBU : DGA FONAFEN
- Madame Dorcas KALALA : SN 1325
- Monsieur Héritier NTEMO : Cabinet Ministre
- Monsieur MUPIKA Christian : Coordonnateur SP 1325

## Partenaires techniques et financiers

- AMBASSADE DE NORVEGE
- AMBASSADE DE SUEDE
- ONU FEMMES
- PNUD
- BCNUDH
- MONUSCO Unité Genre
- WPHF
- CORDAID
- WIPC
- FBA
- CEHAJ 1325
- RIEN SANS LES FEMMES
- RCPI



## BIBLIOGRAPHIE

1. SN1325, 2024 : Rapport d'évaluation de la mise en œuvre du PAN 1325 II
2. CAFCO ; 2023 : Enquête sur la participation des femmes aux postes décisionnels des institutions politiques et des Mécanismes de prévention, de gestion pacifique des conflits.... et gestion
3. Gjermeni, Albanie 2020 : Promouvoir la participation des femmes issues de groupes sous-représentés à la prise de décision politique et publique;
4. ONU Femmes, 2015 : Etude mondiale sur l'application de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies ;
5. Gary T. Barker, 2005 : Jeunesse, masculinité et exclusion sociale
6. Center for civilians in conflict, 2021 : Systèmes d'alerte précoce et de réponse rapide ;
7. Nations Unies, 2018 : Lien entre les ressources naturelles et les conflits
8. CEA, 2013 : Conflits en République Démocratique du Congo Causes, impact et implications pour la région des Grands Lacs ;
9. CJVFTP, 2024 : Rapport sur la mise en œuvre de l'Addendum au Communiqué Conjoint et la lutte contre Traite des personnes,
10. Nations unies, viennes, 2021 : Référentiel stratégique de lutte contre la criminalité organisée pour l'élaboration de stratégies à fort impact,
11. Nations Unies, 199 : Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme ;
12. Open Edition Journals, 2023 : Frontières, ressources, et espaces transfrontaliers dans les Afriques - conflits et coopérations dans un contexte de changements environnementaux ;
13. OCHA, 2024 : Plan de réponse humanitaire en RDC
14. Picca, Georges, 2009 : Criminalité et criminels », La Criminologie ;
15. Commission de l'Union Européenne, 2019 : Lutte contre les changements climatiques : une opportunité pour la prévention des conflits au Sahel ;
16. Fondation des Femmes de l'Euro-Méditerranée ,2016 : Résolution 1325 de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité
17. OTAN, 27-Jun.-2011 : Politique OTAN/CPEA de mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité, et des résolutions connexes,
18. ONU Femmes : (unwomen.org) Représentation des femmes dans les collectivités locales : Analyse mondiale, Publications |
19. BCNUDH, 2023 : Rapport Annuel, 2023
20. U.A 2020, Participation des jeunes femmes en politique et dans la prise de décisions au sein des états membres de l'union africaine
21. CIRGL, 2015 : plan d'Action Régional de la Résolution 1325 ;
22. Ministère de la Promotion de la Femme du Mali 2018 : Plan d'Action National 1325 ;
23. Rien sans les femmes 2022 :

